

# LE LIBAN

## Géopolitique du Moyen-Orient

*Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre*

*Le Liban, une passoire*

(partie 1/3)

par René Naba (\*)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20467>

*Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre*

*Le Liban, banc d'essai de la théorie de la désorientation*

*informatrice et de la dissension sociale*

(Partie 2/3)

par René Naba (\*)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20583>

*Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre*

*LIBAN : Les États-Unis, une justice «à la carte», la France,*

*une suspicion légitime*

(Partie 3/3)

par René Naba (\*)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20665>

*Israël attaquera t-il le Liban pour lui voler son gaz ?*

par Alfredo Jalife-Rahme\*

<http://www.voltairenet.org/article166740.html>

*Liban: guerre civile ou déflagration régionale ?*

par Mohamed El Bachir

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20537>

**Géopolitique du Moyen-Orient :**  
*Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre*

***Le Liban, une passoire***

**(partie 1/3)**

par René Naba (\*)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20467>



*« Il n'existe que deux choses infinies, l'univers et la bêtise humaine... mais pour l'univers, je n'ai pas de certitude absolue ».*

**Paris, 3 août 2010** – Objet de fantasme depuis un demi siècle, **le Bar de l'Hôtel Saint Georges** de Beyrouth a longtemps été un haut lieu du monde interlope de la barbouzerie internationale. Réputé pour ses cocktails détonants, ses barmen avenants, ses yachts rutilants et sa plage huppée, son ambiance calfeutrée, propice à tous les chuchotements, le destinait à être le lieu de côtoiement par excellence de personnages aussi emblématiques<sup>1</sup> qu'énigmatiques que l'agent double soviéto britannique, Kim Philby, membre du fameux groupe «The Cambridge Five», ou, le Général Taymour Bakhtiar, tombeur de Mohamad Mossadegh, le premier ministre nationaliste iranien, artisan de la première nationalisation du pétrole en 1953.

Si Kim Philby, faux journaliste de l'Observer (1), démasqué, a été exfiltré par un sous marin soviétique au large des côtes libanaises, le Général Taymour Bakhtiar, son forfait accompli, a été remercié, en même temps qu'était répudiée sa cousine, l'impératrice Soraya, contraint à l'exil et à l'errance à Beyrouth, Paris et Genève, pour finir assassiné à Bagdad, paradoxalement, par des agents de la Savak, un comble pour le fondateur de la police secrète iranienne (2).

L'Hôtel Saint Georges a été détruit aux premiers jours de la guerre civile libanaise, et sa cave, riche et abondante, pillée, a longtemps désaltéré les combattants des diverses factions au plus fort de la bataille pour le contrôle du centre ville de Beyrouth, à l'automne 1975. Sa silhouette, dessinée par Auguste Perret dans les années 1930, décorée par Jean Royère dans les années 1960, demeure mythique dans la mémoire des hommes et continue de fasciner hommes politiques et aventuriers. C'est d'ailleurs au pied de la façade de cet hôtel, objet de sa furieuse convoitise (3), que l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri a été assassiné, en 2005, trente ans après le début de la guerre civile.

La fascination qu'il continue d'exercer dans l'imagerie populaire s'explique en ce qu'il constituait une marque de distinction sociale pour sa clientèle, toute une cohorte d'honorables correspondants, de correspondants en quête d'honorabilité, de journalistes en quête de respectabilité, qui revendiquaient leur fonction comme un «trophée», cultivant avec art «le complexe du drogman», du titre de ces fameux intermédiaires auprès des chancelleries occidentales. Tous alléchés par le gisement d'informations constitué par l'imposante infrastructure de l'organisation de Libération de la Palestine et de la vingtaine de mouvements de libération du tiers monde qui gravitaient dans son orbite..... Du Front de Libération de l'Erythrée du futur président Issayas Afeworki, au FLOSY, le Front de Libération du Sud Yémen Occupé, du premier ministre nassérien Abdel Qawi Makkaoui, à l'Armée secrète pour la Libération de l'Arménie (ASALA). Tous des révolutionnaires en herbe, des révolutionnaires en puissance. «Koulouna Fidaiyoune», tous, des guérilleros palestiniens, pour reprendre le titre du film culte de l'époque du cinéaste libano arménien Garo Garabédian, dont l'équipe périra carbonisée lors du tournage.

La guerre clandestine qui s'y livrait à l'ombre de cet établissement prestigieux n'a jamais cessé, induisant de nouvelles méthodes au gré des progrès technologiques, mettant aux prises les traditionnels espions occidentaux et leurs alliés des monarchies arabes, les agents du Mossad, de l'Intelligence service britannique, de la CIA américaine, de la DGSE française,

tous engagés dans une guerre opaque avec des concurrents d'un genre nouveau, agents iraniens, services de renseignements syriens et activistes du Hezbollah.

**Etat tampon, théâtre de deux guerres civiles** (1958; 1975-1990), le Liban a longtemps fait office de soupape de sûreté à l'ordre régional, le point de dérivation des conflits inter régionaux, le lieu de dénouement des psychodrames des actes de piraterie aérienne, assumant une fonction tribunicienne pour le compte des pays arabes, dont il en constituait une caisse de résonance, et les mouvements de libération qui leur étaient affiliés. Une des plateformes opérationnelles majeures de la guerre clandestine à l'apogée de la rivalité soviéto américaine, Beyrouth a tenu la dragée haute en matière d'espionnage aux grandes capitales situées sur la ligne de démarcation du front de la guerre froide. A l'égale de Berlin, immortalisée par les romans d'espionnage John Le Carré, ou de Vienne, passée à la postérité avec son «Troisième Homme» d'Hollywood, le film du cinéaste Orson Wells.

C'est depuis Beyrouth que la guerre culturelle souterraine de la CIA contre l'idéologie marxiste a été menée, dans les années 1950-1980, sur l'ensemble du Monde arabe, à travers la presse pétro monarchique, à coups d'opération oblique, de presse périphérique, d'informations annexes et de renseignements connexes. C'est depuis la capitale libanaise que se sont ourdies les opérations de déstabilisation des régimes arabes. C'est à Beyrouth enfin que la conférence régionale de la WACL s'est tenue au début de la guerre civile, en 1975, sous la présidence de Camille Chamoun, ancien président de la République du temps de la première guerre civile libanaise, pour convenir de la réplique américaine à la perte de Saïgon et de Pnom Penh, les deux bastions américains en Asie, signe de l'importance stratégique de la capitale libanaise et de l'implication occidentale dans le conflit libanais (4). Fondée à Taiwan par Tchang Kai-Chek, la Ligue anti-communiste mondiale (WACL), une Internationale fasciste regroupant d'anciens criminels de guerre nazis et nippons, a constitué la matrice de la contre insurrection dans les zones de confrontation avec la guérilla marxiste. Elle passe pour avoir recruté des mercenaires en vue de leur intégration au sein des milices chrétiennes libanaises, préluant à l'alliance militaire des phalangistes avec Israël, l'ennemi officiel du Monde arabe.

L'irruption des querelles du Monde arabe propulsée au paroxysme de la guerre froide soviéto-américaine sur la scène libanaise transformera le Liban en arène idéologique, où s'opérera un phénomène de cristallisation de la presse libanaise du fait de la rivalité égypto saoudienne. Dans un pays qui se targue d'être un chantre de la liberté de la presse, pas moins d'une dizaine de journaux libanais se trouvait sous perfusion égyptienne et autant sous fusion saoudienne. Tandis que le proconsul égyptien, le Général Abdel Hamid Ghaleb et son attaché de presse Anouar Jammal faisaient office de Rédacteur en chef occulte de sept quotidiens (Al-Moharrer, Al-Liwa, As-Siyassa, Al-Kifah, Al-Hourriya, Al-Anouar et Al-Hawdess), son équivalent saoudien, le Général, Ali Chaer, régnait en maître sur cinq quotidiens (Al-Hayat, Az-Zamane, Ad-Dyar, Al Joumhouriya et Ar Rouad).

Un chiffre suffit à illustrer l'importance de Beyrouth en tant que plaque tournante de la guerre de l'ombre (5). **Entre 1945 et 1995, c'est à dire au cours des trente premières années de leur indépendance, dix huit coups d'état sanglants ont secoué le Monde arabe, la plupart fomentés depuis la capitale libanaise**, dont huit en Syrie et trois, rien que dans l'année qui a suivi la défaite en 1949, avec les coups de force du Colonel Hosni Zaim, le 29 mars 1949, du Général Sami Hennaoui, 14 Août 1949, et du général Adib Chichakli, 19 décembre 1949.

Les visées hégémoniques de la Syrie sur le Liban s'expliquent partiellement par la volonté de Damas de sanctuariser le territoire libanais, dont elle a eu à pâtir de ses opérations de destabilisation. Celles des Américains par le souci constant de «conserver le port de Beyrouth dans le giron de l'Occident», selon l'expression du général Alexander Haig, ancien commandant en chef de l'Otan et secrétaire d'état américain lors du siège de Beyrouth, en juin 1982. Un euphémisme qui masque mal le souci des occidentaux de garder par devers eux cette incomparable banque de données des pulsions du tiers monde militant.

Haut lieu de la contestation panarabe, Beyrouth représente, en effet, pour les Occidentaux, un observatoire permanent de la lumpen humanité, permettant aux cinq cents correspondants de la presse étrangère accrédités à l'époque au Liban, et à la multitude d'honorables correspondants se plaçant dans leur sillage, d'observer le déroulement de la guerre inter yéménite entre Républicains et Monarchiques du temps de la rivalité Saoud Nasser, dans la décennie 1960, les soubresauts du septembre noir jordanien, le massacre des Fedayine palestiniens par les Bédouins du Roi Hachémite, en 1970, les convulsions de la monarchie iranienne et sa chute, en 1979, dans la foulée du triomphe de la révolution islamique ou encore la riposte balistique du Hezbollah à la guerre de destruction israélienne du Liban, en juillet 2006.

## **II- Le paradis libanais, une fournaise**

Mais le paradis libanais tant vanté par les maquettes publicitaires de luxe s'est révélé être une fournaise. A l'ombre de la dolce vita et de la farniente de la riviera libanaise, longtemps à la botte des états arabes, toujours à la remorque des occidentaux, constamment en quête de reconnaissance internationale, les Palestiniens paieront un lourd tribut à leur débordement de type mafieux, à leur laxisme contre révolutionnaire. Un maillon important de la chaîne de commandement en fera les frais, dont les principaux responsables politiques et militaires, que cela soit au Liban même ou à Tunis, leur troisième lieu d'exil. Au Liban avec l'assassinat de Kamal Nasser, porte parole officiel de l'OLP, Abou Youssef an Najjar, le ministre de l'intérieur de la centrale palestinienne, Kamal Adouane, le responsable des formations de jeunesse, tué lors d'un raid israélien en avril 1973, et le play boy Ali Hassan Salamah, chargé de la protection rapprochée de Yasser Arafat. A Tunis, avec l'assassinat des successeurs présumés du chef palestinien, Khalil Wazir, alias Abou Jihad, commandant en chef adjoint et ordonnateur de l'Intifada en Cisjordanie, et, Salah Khalaf, alias Abou Iyad, responsable de l'appareil de sécurité. La décapitation des chefs charismatiques de la guérilla palestinienne privera le combat palestinien d'une direction révolutionnaire, déblayant la voie à la promotion de bureaucrates aux postes de commandement dont Mahmoud Abbas en constitue le parfait représentant, de la même manière que l'incarcération des deux figures emblématiques de la résistance de l'intérieur, Marwane Barghouti (Fatah) et Ahmad Saadate (FPLP) dégagera le terrain à la propulsion de deux cerbères affectés à la sécurité d'Israël, Mohammed Dahlan et Djibril Rajoub, dont le goût prononcé pour le luxe leur sera fatal.

La donne changera avec la relève chiite, et, en dépit de la disproportion des forces, le combat paraît moins inégal. Certes le Hezbollah a dû pâtir de sérieux coups de butoir tant des israéliens que des occidentaux, mais le décompte au terme de trois décennies ne lui apparaît pas totalement aussi défavorable que la supériorité technologique du camp adverse et son impunité n'auraient pu le suggérer. Deux des prestigieux chefs du Hezbollah, Abbas Moussawi, premier chef du Hezbollah, et surtout Imad Moughnieh, le bâtisseur de sa branche militaire, ont certes été éliminés par assassinat, et le chef dignitaire religieux chiite, Cheikh

Mohamad Hassan Fadlallah, objet d'un attentat manqué ourdi par la CIA avec des fonds pétro monarchiques. Mais, stoïc dans l'adversité, sa riposte a été à la hauteur de ses pertes.

Véritable prise de guerre, l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, en 1980, a permis la mainmise sur un important lot de documents confidentiels, détaillant l'architecture du réseau du renseignement américain au Moyen orient et la liste des émargements. La décapitation de l'Etat major de la CIA pour le Moyen orient, une trentaine de personnes, lors de l'attentat contre le siège de l'ambassade américaine à Beyrouth, en 1983, de même que le dynamitage du PC des marines (214 tués), en même temps que le PC français, le Drakkar, en octobre 1983, constitueront de sérieux revers pour le renseignement occidental, accentué par la prise en otage, le 16 mars 1984, de William Buckley officiellement diplomate américain à Beyrouth, en fait un des animateurs de l'antenne de la CIA au Moyen orient, mort en 1985 en captivité, après avoir, semble-t-il, fourni des précieuses indications à ses tortionnaires. Sans compter le retentissant scandale de l'Irangate, la vente prohibée d'armes américaines à l'Iran, le scandale de la décennie 1980, allumé par une mèche à lente combustion depuis Beyrouth, pour finir par carboniser l'administration républicaine du président Ronald Reagan.

En trente ans, la guerre de l'ombre a été ponctuée de raids de commandos héliportés israélien sur Beyrouth et sur le sud Liban et de spectaculaires opérations. L'enlèvement de deux responsables chiïtes, Cheikh Karim Obeid (1989) et Moustapha Dirani (1994), et, le contre enlèvement d'un colonel israélien du cadre de réserve Hannane Tannebaum (2000), en témoignent. De non moins spectaculaires échanges de prisonniers aussi, une dizaine au total, permettant la libération de près de sept mille prisonniers palestiniens et arabes, en contrepartie de la restitution de dépouilles de militaires israéliens et d'espions, sans toutefois que ces gestes de conciliation n'affectent l'intensité du combat.

Beyrouth est un vaste cimetière de traîtres, **mais ce bilan macabre n'a apparemment pas découragé les vocations tant cette activité périlleuse s'est révélée lucrative, à en juger par le récent coup de filet anti israélien réalisé par les services de sécurité libanais.** Du gros gibier: Un général, deux colonels, trois cadres supérieurs occupant des fonctions névralgiques au sein d'une entreprise stratégique de communications, un président sunnite d'un conseil municipal, proche du premier ministre Saad Hariri, le frère d'un garde de corps d'un dirigeant du mouvement chiïte Amal. Tous à des postes sensibles. **Soixante dix arrestations, 25 inculpations** pour espionnage au profit d'Israël, un chiffre sans précédent, infligeant au renseignement israélien l'un des plus importants revers de son histoire (6).

L'élément déclencheur de cette contre offensive libanaise aura été l'assassinat en février 2008 à Damas d'Imad Moughniyeh, le cauchemar de l'Occident pendant un quart de siècle, qui conduisit cette organisation clandestine et opaque à opérer un travail de contre espionnage en profondeur pour finir par démasquer les pisteurs: deux frères sunnites, originaires de la bourgade d'al-Marj, dans la vallée de la Bekaa, Ali et Youssouf Jarrah, en possession du matériel photographique et vidéo, d'un système GPS dissimulé dans leur véhicule fréquemment garé au poste frontière de Masnaa, sur la route entre Beyrouth et Damas, en vue de pointer les responsables du Hezbollah empruntant le passage vers la Syrie. Opérant depuis vingt ans pour le compte des Israéliens, Ali Jarrah était même muni d'un passeport israélien, pour ses déplacements, via Chypre, en Israël.

**Au niveau chrétien**, six acteurs majeurs ont été arrêtés: Le général Adib Semaan al Alam, un ancien de la sûreté nationale, un poste où il avait aussi accès au département des passeports, source d'information capitale. Recruté par les services israéliens en 1994, il aurait loué pour

le compte des Israéliens des abonnements à lignes de téléphonie cellulaire. Ses employeurs l'auraient convaincu de prendre sa retraite pour monter une agence de recrutement de domestiques asiatiques «Douglas office», qu'il utilisait comme taupes auprès de leurs employeurs, membres de la bourgeoisie libanaise. Grâce à cette couverture, Adib Alam aurait fourni des informations sur le Hezbollah et sur les mouvements internes de l'armée libanaise. Un deuxième officier chrétien inculpé est un beau frère d'un officier de l'armée dissidente libanaise du général Antoine Lahad, les supplétifs de l'armée israélienne au sud Liban. Convaincu de collaboration avec Israël, le colonel Mansour Diab, était directeur de l'Ecole des forces spéciales des commandos de marine, un poste qui lui a permis de superviser les opérations d'exfiltration d'agents et de transbordement de matériels d'espionnage. L'un des héros de la prise d'assaut du camp de réfugiés palestiniens de Nahr el-Bared, l'été 2007, blessé à l'épaule lors de l'attaque, il aurait été recruté par le Mossad pendant ses stages aux Etats-Unis.

Trois autres libanais employés d'une société de téléphonie cellulaire, la société Alpha, exerçant des fonctions sensibles au sein d'une entreprise stratégique de communications, ont été inculpés pour «intelligence avec l'ennemi». Précisément pour avoir connecté le réseau de la téléphonie mobile de leur firme au réseau des services de renseignement israéliens, leur répercutant l'ensemble du répertoire de leurs abonnés, de leurs coordonnées personnelles et professionnelles y compris les coordonnées bancaires. Tareq Raba, ingénieur des télécommunications, et son subordonné hiérarchique, Charbel Qazzi, auraient fourni à leur commanditaires le code d'accès des abonnés avec possibilité de permuter les numéros de téléphone en vue de brouiller l'origine d'un appel et son destinataire. Le chef du réseau, Tareq Raba, en poste depuis 1996, a été recruté par le Mossad en 2001 et percevait pour prix de sa trahison 10 000 dollars par mois. Le 5<sup>me</sup> chrétien, Joseph Sader, est un employé à l'aéroport de Beyrouth, qui a admis être en charge du repérage des émissaires et diplomates du Moyen-Orient transitant par l'aéroport de la capitale libanaise.

**Au niveau sunnite**, un officier supérieur a été inculpé, originaire du Akkkar, région nord du Liban, le colonel Shahid Toumiyeh, frère de cinq officiers en service dans l'armée et la gendarmerie libanaise. Il a été arrêté en sa possession de plusieurs centaines de documents ultra secrets de l'armée libanaise. Toujours au niveau sunnite, un proche de Saad Hariri, Zyad Ahmad Hosni, président du Conseil municipal d'une localité de la Bekaa, était chargé de pister les déplacements des dignitaires du Hezbollah dans la zone frontalière libano syrienne et d'obtenir un rendez vous avec Hassan Nasrallah, le chef du mouvement chiite, en vue de son assassinat à distance.

**Au niveau chiite**, quatre prises consistantes: Ali Hussein Mintash, frère d'un garde de corps d'un dirigeant du mouvement chiite Amal, chargé du repérage des sites de lancement des missiles, le deuxième, un représentant en pharmacie, Jaoudat Salmane al Hakim, revendique un bilan particulièrement lourd puis qu'il a participé à l'assassinat de trois responsables du Hezbollah, Ghaleb Awad, dans la banlieue sud de Beyrouth, en 2004, et les frères Majzoub, à Saida, en 2006. Toujours au niveau chiite, un garagiste de Nabatiyeh, ville chiite du Sud Liban, Marwan Fakir, un concessionnaire automobile du Hezbollah, aurait utilisé ses talent pour installer des dispositifs de localisation sur des voitures du parti. Un quatrième chiite, Nasser Nader, est suspecté d'avoir organisé la surveillance du quartier de Dahieh, le bastion du Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth, dévasté par des bombardements israélien d'une grande précision en 2006.

**La découverte de ce réseau serait le fruit d'un événement fortuit:** un puissant logiciel confié par les Occidentaux à la sécurité libanaise pour détecter les anomalies des communications cellulaires dans l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, un logiciel capable d'analyser des dizaines de milliers d'appels téléphoniques et d'en déceler les anomalies. Comme, par exemple, des téléphones portables qui ne s'activent qu'à certains moments. Ou qui ne communiquent qu'avec un ou deux numéros. Le responsable de ce programme, un brillant officier spécialiste des systèmes informatiques, le capitaine Wissam Eid, devenu sans doute encombrant par ses découvertes, a été pulvérisé, le 25 janvier 2008, par un attentat à la voiture piégée.

Plus grave, un des fournisseurs d'accès internet au Liban était alimenté par une société israélienne, la branche régionale de la société anglo italienne Tiscali, via son relais de Chypre, relié par une antenne pirate sur le Mont Barouk au Liban, une antenne pirate greffée sur l'antenne de la chaîne de télévision MTV, propriété de Gabriel Murr, frère du ministre de la défense Elias el Murr. Pis encore, une des antennes placées au sud Liban, dans la bourgade de Safarieh, proche de Saida, était dirigée vers la zone frontalière libano israélienne, zone de déploiement de la Finul, avec un réseau disposant d'une capacité de captation de la totalité de la messagerie électronique des «Casques bleus» de l'ONU.

**Toutes les communautés libanaises sont représentées: chrétiens, sunnites, chiïtes, originaires du Sud Liban, de la Bekaa ou de Beyrouth.** Toutes ont fourni des agents, soit pour glaner des informations, soit pour préparer des dossiers d'objectif ou organiser la filature des dirigeants du Hezbollah. Certains travaillaient pour Israël depuis les années 1980, recrutés pour des motifs variés: financiers, idéologiques ou psychologiques, voire même pour des cas de chantages sexuels ou d'addiction à la drogue. Une quarantaine de suspects ont été placés en détention, une trentaine d'autres sont toujours recherchés par les autorités libanaises. Certains ont réussi à fuir, prenant l'avion vers une destination inconnue, d'autres ont franchi la frontière entre les deux pays, toujours techniquement en guerre depuis 1949.

Ce bilan ne tient pas compte des avatars tel celui de l'agent franco afghan Karim Pakzad, représentant du Parti socialiste français à l'Internationale socialiste, arrêté le 26 avril 2007 par le Hezbollah, dans la banlieue Sud de Beyrouth, alors qu'il prenait des photos du bunker d'Hassan Nasrallah, porteur d'un appareil d'interception des communications téléphoniques, ni de la mystérieuse évaporation d'une non moins mystérieuse néerlandaise, Inneke Botter, ancien cadre supérieur de la succursale hollandaise de la firme française Orange, partenaire de la société libanaise, proche de la Mafia israélienne opérant en Europe centrale notamment en Géorgie et en Ukraine, démasquée par les services de renseignements russes.

## Références

1- Harold Adrian Russel Philby, plus connu sous le nom de Kim Philby (1er janvier 1912 – 11 mai 1988), fut un agent double britannique, membre des services secrets britanniques, le MI6, et espion à la solde du KGB au profit duquel il trahissait le premier. Fils d'un homme de génie, St. John Philby (1885-1960) orientaliste de tout premier ordre, grand rival du colonel T. E. Lawrence, avant de devenir «l'inventeur» d'Ibn Séoud, le fondateur de l'Arabie saoudite, puis son éminence grise. La personnalité hors du commun du père a certainement profondément joué dans les choix de son fils Kim. Issu de la Gentry, il entre en 1929 au Trinity College de Cambridge, il y étudie l'économie et l'histoire. Il y rencontre ses futurs collègues dans l'espionnage, le Groupe de Cambridge ou Magnificent Five (Donald Maclean, Guy Burgess, Anthony Blunt et John Cairncross) qui deviendront complices de sa trahison.



En 1940, il intègre le MI6, le service de renseignement britannique, plus connu sous le nom d'Intelligence Service. En 1944, il est affecté à la tête de la toute nouvelle section IX, chargée de lutter contre le communisme: il transmet des informations confidentielles aux Soviétiques qui permettent d'écraser une insurrection anti-communiste en Albanie. Les Américains les soupçonnent d'avoir transmis aux Soviétiques des informations confidentielles sur le programme nucléaire militaire et de leur avoir dénoncé les opérations de déstabilisation de l'Albanie, menées par la CIA et le MI6 entre 1949 et 1951. Définitivement exclu du MI6, Philby s'installe à Beyrouth comme correspondant de l'Observer puis de The Economist. Il y couvre la crise de Suez en octobre novembre 1956. En janvier 1963, il passe définitivement en Union soviétique, probablement avec l'accord tacite du gouvernement britannique.

2 -Taymour Bakhtiar: né en 1914 à Isfahan, fondateur de la SAVAK, la redoutable police secrète du Chah D'Iran. Commandant de la brigade blindée de Kermânchâh, il soutient, en 1953, le général Zahedi dans son coup de force contre le premier ministre nationaliste Mohamad Mossadegh, artisan de la nationalisation du pétrole iranien. En 1961, destitué de sa fonction, il s'installe dans un premier temps au Liban qu'il quittera ensuite pour l'Irak et s'allie à Saddam Hussein contre le Chah. Il est assassiné en 1970 lors d'une partie de chasse par des agents envoyés par la SAVAK.

3- Un robuste contentieux oppose les propriétaires de l'Hôtel Saint Georges à SOLIDERE, la société immobilière de Rafic Hariri. De tout temps l'Hôtel Saint-Georges a eu des facilités balnéaires qui ont fait son cachet. Ce à quoi s'oppose SOLIDERE qui se veut l'exploitant unique de la Baie Saint Georges que surplombe l'Hôtel. Ce contentieux paralyse le projet de rénovation de l'Etablissement. Depuis dix ans Rafic Hariri alternait mesures coercitives et offre de rachat, dans la pure tradition des pratiques italiennes illustrées par le film «Main basse sur la ville». Le journal «al Akhbar» évoque dans son édition du 12 Août 2010 « le récit de la mainmise de SOLIDERE sur le souk des bijoutiers» de Beyrouth. «SOLIDERE loue aux bijoutiers des biens fonciers qu'elle leur a vendus 12 ans auparavant. Les ayants droits portent plainte en justice. Qui va arrêter Solidere ?».

4- Le décompte des 18 coups d'état dans le monde arabe s'établit comme suit: Huit pour la seule Syrie: Hosni Zaim, Sami Hennaoui et Adib Chichakli en 1949, Faysal Al-Attassi, février 1954, Colonel Nahlaoui auteur du coup d'état qui a entraîné la rupture syro égyptienne le 28 septembre 1961, Ziad Harari 8 mars 1963 qui inaugure la série des coups d'état baasistes présentés comme des corrections de trajectoire avec Salah Jedid, 23 février 1966 et Hafez Al-Assad, 15 novembre 1970. En deuxième position dans l'ordre putschiste, l'Irak avec quatre coups de force notamment celui de Abdel Karim Kassem contre le trône hachémite (14 juillet 1958), lui même sera renversé par le général Abdel Salam Aref en 1961 avant que son Abdel Rahman Aref frère ne lui succède à la suite de son décès accidentel et que celui-ci ne soit évincé à son tour par les baasistes, le tandem Ahmad Hassan Al-Bakr-Saddam Hussein en 1968. L'Egypte avec Farouk, en 1952, L'Imam Badr au Yémen, en 1961, le Liban avec le coup d'état avorté de la Saint Sylvestre 1961 mené par le parti populaire syrien, le Roi Idriss Senoussi en Libye en 1969, le Sultan Qabous d'Oman qui a évincé son père en 1971, de même que le cheikh Zayed d'Abou Dhabi qui a évincé son frère le cheikh Chakhbout ainsi que la Tunisie avec le coup d'état médical du général Ben Ali contre le président Bourguiba, en 1987, ainsi que l'Emir de Qatar qui a détrôné son père en juin 1995 ferment la liste des Etats putschistes. En comparaison, l'Afrique aura connu de 1960 à 1990, les trente premières années de son indépendance, 79 coups de force au cours desquels 82 dirigeants ont été tués ou renversés, selon le recensement établi par Antoine Glaser et Stephen Smith dans leur ouvrage «Comment la France a perdu l'Afrique» Ed. Calmann-Lévy 2005.

5- Cf. «L'Orchestre noir» de Frédéric Laurent, Editions Stock 1978 – note de bas de page (page 299) qui fait état d'une réunion régionale de la WACL sous le titre MESC (Middle East Solidarity Conference), en 1975, à Beyrouth sous la présidence de Camille Chamoun, qui sera aux premiers mois de la guerre civile, ministre de l'Intérieur.

6- «La Liste des agents israéliens» Cf. le journal libanais as Safir 28 juillet 2009 «Noir parcours de 22 agents israéliens. Nasrallah, cible prioritaire» par Hussein Yaacoub.

(\*)



**René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe"- Editions Bachari 2006.; "Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français"- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); "De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde", Editions l'Harmattan Mai 2009.

<http://www.renenaba.com/>

René Naba | Actualité et Flashback

Bienvenue sur mon site d'information : Actualités, France, Méditerranée, Proche Orient, Monde, Média, Archives, Flashback



*Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre*  
*Le Liban, banc d'essai de la théorie de la désorientation*  
*informatrice et de la dissension sociale*

(Partie 2/3)

par René Naba (\*)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20583>



Le Tribunal spécial sur le Liban, une parodie de justice, un vaudeville tragique

**Les Libanais «des analphabètes secondaires»**

Paris, 10 août 2010- La neutralisation de cet important lot d'agents pro israéliens, dont un officier supérieur en charge de la lutte antiterroriste au sein du renseignement militaire libanais, le général Fayez Karam, fait gravissime, proche collaborateur du général Michel Aoun, principal allié chrétien du Hezbollah, témoigne du degré d'infiltration d'Israël dans l'appareil libanais. Il révèle, par contre coup, la porosité de

**la société libanaise et sa vulnérabilité. Une société pourtant l'une des plus rebelles du monde arabe, mais, paradoxalement, la plus affligée par le phénomène de désorientation informative, la plus affectée par la théorie de la dissension sociale.**

Théâtre de la première et de la plus longue guerre civile urbaine de l'époque contemporaine, le terrain y est davantage propice aux manipulations du fait de la division ethnico communautaire du pays, l'institutionnalisation du confessionnalisme en tant que mode de gouvernement, et, du communautarisme en tant qu'horizon indépassable de la société. Ce phénomène s'est amplifié du fait de la guerre intestine par l'effondrement des structures familiales et la recomposition des alliances claniques, donnant lieu à une prolifération de groupuscules se proposant de développer des solidarités parallèles en marge des réseaux habituels. **Un phénomène accentué par un vigoureux prosélytisme religieux d'origine anglo saxonne, particulièrement au sein des couches paupérisées de la population, ainsi que par la cupidité à tout crin d'une fraction du patronat libanais mû par un capitalisme cosmopolite apatride.**

Pionnier d'un journalisme pluraliste, voire quasi anarchique, le Liban comptait déjà, à son indépendance en 1943, 132 publications dont 17 quotidiens et 15 revues hebdomadaires pour une population de 1,5 millions d'habitants et une superficie de 10.400 km<sup>2</sup>, record mondial absolu pour la densité démographique per capita, alors que la presse du Golfe était encore à ses premiers balbutiements et que l'analphabétisme était le lot général d'une grande fraction de l'ensemble arabe. Vingt ans plus tard, à la faveur de la guerre civile (1975-1990), sous l'impulsion des factions combattantes, le Liban se flattait de disposer d'une cinquantaine de télévisions privées et de plus de cent cinquante stations radio, faisant du pays par rapport à sa population de quatre millions d'habitants, la plus forte concentration médiatique du Moyen orient et sans doute du tiers monde.

**Véritables rhéteurs de la géostratégie mondiale, non sans quelque prétention parfois, davantage portés sur la casuistique que sur la dialectique, –Byzance et sa querelle sur le sexe des anges est à portée de vol de Beyrouth–, les Libanais, sont, en fait, dans le domaine de l'information, au-delà des apparences, les victimes privilégiées d'un processus de désinformation par la surinformation, de véritables «analphabètes secondaires», un phénomène qui se traduit par une perte de repères, un état propice à toutes les manipulations, propices à tous les emballements qui expliquerait cette disponibilité libanaise à la sous traitance des guerres pour le compte d'autrui.**

Plus connue dans le langage journalistique sous le nom de «théorie du combat des chiens», **la théorie de la dissension sociale, corollaire de la désinformation**, consiste à exacerber les antagonismes sociaux et à susciter la guerre civile entre communautés en vue de faire diversion sur un conflit majeur ou de préparer la partition du pays. Expérimentée au Liban, lieu de préfiguration des guerres d'épuration ethnique de l'ère post soviétique, cette théorie a été mise en œuvre avec succès dans l'ancienne Fédération de Yougoslavie, en Irak et en Afghanistan par Peter Galbraith, fils de l'économiste John Kenneth Galbraith, ancien interface pour le compte de la CIA de Benazir Bhutto, ancien premier ministre du Pakistan, assassinée en 2007.

**Véritables rhéteurs de la géostratégie mondiale, non sans quelque prétention parfois, davantage portés sur la casuistique que sur la dialectique, –Byzance et sa querelle sur le sexe des anges est à portée de vol de Beyrouth–, les Libanais, sont, en fait, dans le domaine de l'information, au-delà des apparences, les victimes privilégiées d'un**

processus de désinformation par la surinformation, de véritables «analphabètes secondaires», un phénomène qui se traduit par une perte de repères, un état propice à toutes les manipulations, propices à tous les emballements qui expliquerait cette disponibilité libanaise à la sous traitance des guerres pour le compte d'autrui.

Plus connue dans le langage journalistique sous le nom de «théorie du combat des chiens», la théorie de la dissension sociale, corollaire de la désinformation, consiste à exacerber les antagonismes sociaux et à susciter la guerre civile entre communautés en vue de faire diversion sur un conflit majeur ou de préparer la partition du pays. Expérimentée au Liban, lieu de préfiguration des guerres d'épuration ethnique de l'ère post soviétique, cette théorie a été mise en œuvre avec succès dans l'ancienne Fédération de Yougoslavie, en Irak et en Afghanistan par Peter Galbraith, fils de l'économiste John Kenneth Galbraith, ancien interface pour le compte de la CIA de Benazir Bhutto, ancien premier ministre du Pakistan, assassinée en 2007.



*Peter Galbraith*

Tout au long d'une séquence d'un demi-siècle, les pays occidentaux en général, les Etats-Unis en particulier, auront exercé le monopole du récit médiatique, particulièrement en ce qui concerne le Moyen orient, un monopole considérablement propice aux manipulations de l'esprit, qui sera toutefois brisé, avant la percée médiatique de la chaîne transfrontière «Al-Jazira», à deux reprises avec fracas, avec des conséquences dommageables pour la politique occidentale: la première fois en Iran, en 1978-79, lors de la «Révolution des cassettes» du nom de ces bandes enregistrées des sermons de l'Imam Ruhollah Khomeiny du temps de son exil en France et commercialisées depuis l'Allemagne pour soulever la population iranienne contre le Chah d'Iran. La deuxième fois à l'occasion de l'Irangate en 1986, le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran pour le financement de la subversion contre le Nicaragua. Un scandale, est-il besoin de le rappeler, qui a éclaté au grand jour par suite d'une fuite dans un quotidien de Beyrouth «As-Shirah», mettant sérieusement à mal l'administration républicaine du président Ronald Reagan.

Hormis ces deux cas, les Etats-Unis et Israël auront constamment cherché à rendre leurs ennemis inaudibles, au besoin en les discréditant avec des puissants relais locaux ou internationaux, tout en amplifiant leur offensive médiatique, noyant les auditeurs sous un flot d'informations, pratiquant la désinformation par une perte de repères due à la surinformation en vue de faire des auditeurs lecteurs de parfaits «analphabètes secondaires». Non des illettrés, ou des incultes, mais des êtres étymologiquement en phase de processus de «désorientation», psychologiquement conditionné et réorienté dans le sens souhaité, dont l'ignorance constitue, paradoxalement, une marque de

**supériorité.** «Pur produit de la phase de l'industrialisation, de l'hégémonie culturelle du Nord sur le Sud, de l'imposition culturelle comme un préalable à l'envahissement et à l'enrichissement des marchés, l'analphabète secondaire n'est pas à plaindre. La perte de mémoire dont il est affligé ne le fait point souffrir. Son manque d'obstination lui rend les choses faciles. Il apprécie de ne pouvoir jamais se concentrer et tient pour avantages son ignorance et son incompréhension de tout ce qui lui arrive», soutient l'auteur de l'expression, l'allemand **Hans Magnus Einsensberger, dans un ouvrage au titre prémonitoire «Médiocrité et folie».**

La frénésie diplomatique occidentale au Liban, sans pareille partout ailleurs dans le monde, a conduit un intellectuel libanais, l'économiste **Georges Corm, ancien ministre des finances, a asséné un vigoureux rappel à l'ordre aux « Chers ambassadeurs des grandes puissances»:** «Vous vous fondez si bien dans le paysage politique que l'on en vient à oublier que vous êtes des ambassadeurs et l'on vous compte le plus souvent comme faisant partie des plus hautes autorités responsables du pays. (...) Dans les périodes de crise, votre passion pour le Liban est telle que vous n'hésitez pas à vous adresser publiquement et directement à nous, en faisant fi des conventions de Vienne», écrira-t-il dans une lettre ouverte publiée le 16 juillet 2010 dans la revue libanaise «Magazine».

**A des moments cruciaux de son histoire, le Liban a constitué une passoire, mais le plus petit pays arabe a quelque peu compensé cette faille en enregistrant deux faits d'armes glorieux contre Israël, en 2000 et en 2006, unique pays arabe à revendiquer un tel palmarès, unique pays arabe à avoir provoqué un dégageant militaire israélien de son territoire, sans négociations, ni traité de paix. A sa décharge, toutefois, comparaison n'est pas raison, le Liban ne détient pas le monopole de la connivence israélienne.**

**Des instructeurs israéliens sont présents en Irak, particulièrement dans la zone kurdophone, pour l'encadrement et la formation des soldats kurdes, les anciens peshmergas, sollicités pour des opérations de maintien de l'ordre à Bagdad au cours du premier semestre de 2007. Le magazine News night du 19 septembre 2006 avait présenté des images exclusives de vastes installations et de ces entraînements. Interop et Colosseum, deux sociétés israéliennes de mercenariat serviraient de couverture à cette activité de l'armée israélienne.** Les officiers transiteraient par Djibouti pour masquer leur origine. Les Israéliens auraient pris la succession de sociétés américaines de mercenariat, déjà présentes au Kurdistan irakien depuis la création de la zone de non survol, à l'issue de l'opération Tempête du désert, en 1991. Ces deux sociétés agissent de concert avec le Shin Beth, les services de renseignements israéliens, et, s'agissant du Moyen-Orient, en coordination avec le bureau des «minorités périphériques», le vocable par lequel les services israéliens désignent les ressortissants des pays arabes qu'ils croient susceptibles de collaborer avec eux, comme ce fut le cas lors de la guerre du Liban avec les Forces Libanaises (1975-2000), et comme c'est le cas dans la nouvelle guerre d'Irak.

Sous couvert de double nationalité, des Israéliens sont présents sous uniforme de l'armée américaine, depuis 2003, comme spécialistes de la guérilla urbaine à Fort Bragg. C'est dans ce centre des forces spéciales américaines, en Caroline du Nord, que fut mise sur pied la fameuse *Task Force 121* qui, avec des peshmergas de l'UPK du président irakien Jalal Talabani, procéda à l'arrestation de l'ancien président irakien Saddam Hussein. La coopération israélo-américaine se développa en outre sur le terrain extrajudiciaire avec la liquidation de 310 scientifiques irakiens entre avril 2003 et octobre 2004. Des hommes d'affaires israéliens interviennent en outre comme sous-traitants de sociétés jordaniennes ou

turques sur le marché irakien. **En 2008, le site Internet *Roads to Iraq* décomptait 210 entreprises israéliennes intervenant masquées sur le marché irakien, véritable aubaine pour les agents recruteurs du Mossad.** Le Roi Hussein de Jordanie passe pour avoir été un «indic» de la CIA et la dynastie marocaine bride mal son tropisme israélien exacerbé, comme en témoignent le concours du Mossad à l'élimination du chef de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka et le déploiement de l'Institut Amadeus, sous traitant officieux de la diplomatie marocaine. Sans compter l'Arabie saoudite, principal bénéficiaire des coups de butoir d'Israël contre le noyau dur du Monde arabe.

#### **IV – Une parodie de justice, un vaudeville tragique**

Ni le cinéaste américain Mel Brooks, Ni Eddy Murphy, ni aucun autre facétieux d'Hollywood n'aurait imaginé pareil vaudeville tragique. **En cinq ans de fonctionnement, le tribunal aura accumulé les faux pas, comme en un comique de répétition, privilégiant, sans craindre la subornation de témoins, une enquête à charge, exclusivement à charge contre la Syrie d'abord, ses alliés au Liban ensuite,** incarcérant arbitrairement quatre officiers supérieurs libanais, qu'il sera contraint de relâcher, quatre ans plus tard, faute de preuve. **Une désinvolture qui a entraîné une cascade de démission, -cinq en deux ans, deux procureurs et deux greffiers en chef et une porte parole- (7), faisant du Tribunal spécial sur le Liban, unique tribunal ad hoc en la matière, la risée universelle.**

**Un magma absolu. Un capharnaüm. Décryptage.**

**L'incarcération des généraux Jamil Sayyed et Ali al Hajj avait pour objectif déguisé d'écarter des postes sensibles des services de sécurité des responsables de confession chiite, particulièrement avertis de l'affairisme syro-haririen, pour leur substituer des sunnites (le général Achraf Riffi et le colonel Wissam al Hassan), en phase avec les desiderata des revanchards, Jacques Chirac et Saad Hariri, le tandem à l'origine de la mise en œuvre du Tribunal international.** Achraf Riffi a été promu général, en avril 2005, deux mois après l'assassinat de Rafic Hariri et propulsé à la tête des forces de sécurité. La désignation à la vindicte publique des quatre officiers supérieurs hâtivement impliqués et arbitrairement incarcérés pour leur rôle présumé dans l'attentat anti-Hariri répondait au souci des dirigeants pro occidentaux de neutraliser des «témoins gênants». L'instrumentalisation de magistrats libanais pour une besogne contraire à la souveraineté de la justice libanaise en vue de valider la piste syrienne dans l'assassinat de Rafic Hariri, a desservi la cause de la justice internationale et de la magistrature libanaise, dont l'épilogue a fait l'effet d'un coup de massue, sur le plan psychologique, sur le camp occidental. Les généraux Jamil Sayyed, directeur de la sûreté nationale, Ali Hajj, directeur des renseignements généraux, Raymond Azar, directeur du renseignement militaire, et Moustapha Hamdane, chef de la garde présidentielle, étaient détenus depuis le 30 août 2005. Le juge a jugé leur dossier trop léger pour les maintenir en détention. **Aucun d'eux, curieusement, n'a fait l'objet d'une inculpation. Aucun d'eux, non moins curieusement, n'a été réintégré dans ses fonctions, ni fait l'objet d'aucune réparation morale ou matérielle. Leur Libération, le 29 avril 2009, a retenti comme un camouflet pour leurs détracteurs.**

**Marwane Hamadé, un vibronnaire pourfendeur du Hezbollah à la tête d'un ministère noyauté par les Israéliens**

L'antenne pirate israélienne du relais hertzien du Mont Barouk est située dans la région montagneuse du Chouf, fief de Walid Joumblatt, partenaire de Saad Hariri dans la révolte anti

syrienne. Son installation s'est faite sous le mandat du lieutenant de Walid Joumblatt du temps de son passage au ministère des télécommunications, Marwane Hamadé, à une période charnière allant de 2005 à 2008, c'est-à-dire du début de l'enquête internationale sur l'assassinat de Rafic Hariri, principalement fondée sur le décryptage de communications biaisées par les services israéliens, à son épreuve de force avec le Hezbollah en mai 2008, en passant à la guerre de juillet 2006 où il s'était placé à l'avant-garde de la dénonciation du mouvement chiite. **Le plus ferme partisan du démantèlement du réseau de transmission autonome du Hezbollah s'est trouvé être, curieusement, à la tête d'une administration noyauté par les taupes israéliennes:** Un des grands experts de l'OGERO, Milad Eid, l'organisme gestionnaire du câble sous marin reliant Beyrouth au Sud Liban, la zone de déploiement du Hezbollah, s'est révélé être un grand espion d'Israël et le régulateur des transmissions filaires de l'Etat libanais équipé d'un logiciel de conception israélienne. **Habituellement prolix particulièrement dans les médias français, Marwane Hamadé, vibronnaire pourfendeur de l'omnipotence du Hezbollah, est mutique depuis la révélation du noyutage de son ancienne administration.** L'interlocuteur privilégié du proconsul américain Jeremy Feltman, le chouchou de Bernard Kouchner, ministre français des affaires étrangères qu'il avait mis dans la confiance au sujet de l'assaut contre le système des communications du mouvement chiite ne s'est jamais expliqué sur le fait d'attribuer à une société israélienne KAPIRA, sous couvert d'une société écran française, la gestion des communications transitant par l'organisme gouvernemental OGERO, ni sur son comportement à tout le moins désinvolte sur l'ensemble du dossier. **En plein naufrage politique, le flamboyant stratège de «la révolution des Cèdres» n'est maintenu au seuil de la ligne de flottaison que par la volonté de son mentor Joumblatt. L'homme le plus détesté de la banlieue sud de Beyrouth a dû se faufiler, sous forte escorte, dans le cortège funéraire lors des obsèques de Cheikh Mohamad Fadlallah, guide spirituel de la communauté chiite libanaise, en juillet 2010, en vue de la présentation de ses condoléances, dans une démarche interprétée comme une forme de repentance, signe indiscutable de la disgrâce d'un homme au halo de «martyr vivant» écorné.**

Se pose alors la question du bien fondé de sa requête. N'aurait elle gagné en crédibilité si elle avait été précédée d'une épuration de son ministère des espions israéliens ? **Par extension, se pose la question de savoir si l'attentat dont il a été victime, en 2004, dans la foulée de la résolution 1559 de l'ONU enjoignant la Syrie à retirer ses forces du Liban, constituait un coup de semonce de ses adversaires contre son trop grand tropisme occidental? Ou bien s'agissait-il d'une tentative de camouflage pour le crédibiliser dans sa démarche qui s'est révélée a posteriori criminelle en ce qu'elle aurait débouché, si elle avait abouti, à la paralysie complète du Hezbollah, voire à son anéantissement, dans son combat contre Israël ?** La même question se pose en ce qui concerne Elias el Murr, autre girouette de la vie politique libanaise, beau frère de Gébrane Tuéni, et, surtout gendre du président Emile Lahoud, victime lui aussi d'un attentat en 2005 dans la mesure où l'antenne pirate israélienne a été greffée sur l'antenne pilote de Murr TV (MTV), la propre chaîne de la famille du ministre libanais de la défense. La question mérite d'être posée à l'égard de cibles nullement anodines sur cette coïncidence curieuse et troublante.

**La profusion des faux témoins, une dizaine au total, record mondial absolu de tous les temps, fera du tribunal spécial un véritable capharnaüm. Telle une curée sur un magot, appâtée à coups de dépositions monnayées, la profusion ne relevait certainement pas du hasard. Elle résultait des calculs des divers protagonistes de la coalition occidentale dans la satisfaction de leurs objectifs, complémentaires dans leur finalité mais contradictoires dans leurs priorités.**



**Le faux transfuge des services de renseignement syriens, Zouheir Siddiq (8), présentait une aubaine pour le tandem Hariri-Chirac pour l'implication de la Syrie.** Théâtrale en diable, c'est lui qui a pris l'initiative de convier à sa résidence de Marbella, (Espagne), Detliv Mehli pour lui narrer son témoignage, aux mépris des règles élémentaires de la procédure. Et l'inspecteur allemand, sans crainte du ridicule, de s'empresse d'opiner, sans le moindre recoupement de précaution. Ténébreux personnage, c'est lui qui a désigné, en premier, les quatre officiers supérieurs libanais dans l'attentat anti-Hariri, de même que le beau frère du président Bachar al Assad, le colonel Assaf Chawkat, chargé de la sécurité du régime syrien. Témoin clé, il sera traité avec tous les égards dus à son rang de Témoin Roi. Un roi vénal. Son témoignage aurait été monnayé pour la coquette somme de cinq millions de dollars, un fait qu'il aurait lui-même clamé sur le réseau hertzien au cours d'une communication cellulaire avec un membre de sa famille. Siddiq aurait avoué à son frère être devenu «millionnaire» en récitant ce qu'il lui avait été demandé de dire, notamment les noms de sept officiers du renseignement syrien et de quatre généraux libanais prétendument impliqués dans l'assassinat. Durant son séjour en France, il résidait dans la localité cossue de Chatou, dans la région parisienne, gracieusement, aux frais du contribuable français. Devenu témoin encombrant pour Jacques Chirac, le pensionnaire posthume de son ami assassiné, Siddiq sera expulsé vers les pétromonarchies du Golfe, alors que le Liban réclamait son extradition, exfiltré à l'aide d'un faux passeport délivré par Nicolas Sarkozy à l'époque ministre de l'intérieur. Convoyé par deux officiers français, il sera remis à Abou Dhabi aux services de sécurité égyptiens et maintenu depuis lors sous bonne garde.

**Le saoudien Faysal Akbar (9), par sa revendication de son appartenance à «Al Qaida» et sa connexion syrienne, représentait, quant à lui, un parfait alibi pour l'administration Bush en vue de la mise en cause de la Syrie, et de la justification de l'invasion de l'Irak et de la poursuite de la «Guerre contre le terrorisme».** L'homme a avoué sa participation à l'assassinat de Rafic Hariri, annonçant au passage aux enquêteurs, tel un appât, sa proximité avec Aboul Moussab Al Zarkaoui, le commandant opérationnel d'Al Qaida en Irak....**de quoi faire rêver le renseignement américain sur une possible capture de Oussama Ben Laden, leur ennemi public n° 1. Il se rétractera par la suite accusant des «étrangers» de lui avoir soufflé le nom d'Assaf Chawkat, beau frère du président syrien Bachar al Assad, en tant que commanditaire de l'assassinat de Rafic Hariri.**

**Un troisième faux témoin, Ahmad Merhi, au palmarès à faire pâlir Illich Ramirez Sanchez, le fameux Carlos, le croquemitaine de l'Occident de la décennie 1970-1980, a prétendu, lui, avoir trempé dans tous les complots tramés depuis le 11 septembre 2001 (attentat de New York) au 14 Février 2005 (Assassinat Hariri). Il s'arrangera pour entrer dans les bonnes grâces des services de renseignements du Danemark.** En échange de la protection danoise, il leur offrira sa collaboration dans la dénonciation des meneurs des manifestations anti danoises dans le Monde arabe, organisées à la suite de la publication des caricatures du prophète dans un journal danois. Cet indic multicarte se révélera être surtout impliqué dans l'assassinat du ministre libanais de l'industrie, Pierre Gemayel, le fils de l'ancien président de la république Amine Gemayel, et mêlé aux troubles du camp palestinien de Nahr el Bared (Nord-Liban).

**Un quatrième, un syrien trafiquant de drogue, Akram Chakib Mourad, extralucide, aurait repéré la Mitsubishi, la camionnette qui a déclenché l'explosion, six mois avant son vol et son affectation à la mission suicide au Liban, alors qu'elle était encore au Japon. Il aurait même avoué l'avoir aperçu dans la banlieue sud de Beyrouth, le fief du Hezbollah alors qu'elle se trouvait encore au Japon.**

**Un cinquième, un palestinien agent du Mossad, condamné par la justice militaire et expulsé du Liban, en 2003, y reviendra, en 2005, sous une nouvelle identité, à l'aide d'un passeport suédois pour déposer contre la Syrie et ses alliés libanais. Expulsé du Liban sous le nom de Abdel Basset Bani Awdah, il reviendra sous le nom de Antonius Bani Awdah estampillé sur un passeport suédois. L'allemand Detliv Mehlis, qui lui avait promis le financement d'une opération de chirurgie esthétique pour le rendre méconnaissable, lui confèrera la protection découlant du statut de «témoin privilégié. Il cloisonnera l'affaire et conservera par devers lui son témoignage, dont il s'en servira comme d'un fil conducteur dans son enquête, jaloux de son butin, ne partageant ses informations avec aucun autre de ses collègues jusqu'à la découverte du pot aux roses.**

**Curieusement, la piste de l'unique personne qui a revendiqué publiquement l'assassinat, Ahmad Abou Addas, le jour de l'attentat depuis la chaîne transfrontière «Al Jazira» a été négligée. L'homme habitant du secteur ouest de Beyrouth, avait disparu de son domicile trois semaines avant l'attentat et sa disparition signalée par son père aux services de police. «Salafiste Jihadiste», selon la désignation dont il se revendiquait, il vouait aux gémonies «tous les dirigeants arabes qui gouvernaient d'une manière contraire à la volonté de Dieu » et tenait des propos hostiles à Rafic Hariri.**

**Les connexions sulfureuses de Gébrane Tuéni.**

**Pis, dernière et non la moindre des anomalies, le «héros martyr» de la presse libanaise, Gébrane Tuéni, pour stupéfiante que cela puisse paraître, entretenait des relations d'affaires avec la Mafia. Le symbole du printemps de la liberté du Liban et fer de lance du combat anti syrien louait sa voiture blindée aux fins de rentabilisation de son coût à un chef de gang libanais opérant au sein de la Mafia en Bulgarie. Le véhicule blindé, acquis à 350.000 dollars, était loué à raison de mille dollars par jour, durant les nombreux déplacements à l'étranger du directeur du journal «An-Nahar». Les deux derniers locataires de cette voiture étaient un mafieux libanais opérant en Bulgarie et un ancien garde de corps du chef d'une formation milicienne de la droite libanaise, recyclé par les affaires mafieuses en Europe orientale. La voiture a été rendue à son propriétaire la veille du retour de M. Tuéni de Paris. Les enquêteurs internationaux et la presse occidentale ont toujours incriminé la Syrie, sans jamais soulever l'hypothèse d'un règlement de comptes mafieux visant le locataire et non le propriétaire de la voiture, ou l'hypothèse d'une connexion entre l'attentat et les activités de l'ancien garde du corps milicien, un attentat par défaut en somme. Le préposé au louage, en fait le rabatteur de cette clientèle glauque, était lui-même en relations d'affaires avec le syrien Hassam Hassam, un autre grand faux témoin, faisant de cette enquête internationale un véritable nœud de vipère par son déroulement et ses effets dévastateurs sur la paix civile libanaise.**

**Un «prix Gébrane Tuéni» est décerné chaque année à un journaliste arabe qui s'est distingué dans le domaine de la Liberté de la presse, sans que le bénéficiaire ou le public, voire même le jury, ne soient avertis des connexions sulfureuses du journaliste, passé à la postérité en tant que symbole du combat démocratique au Liban et dans le monde arabe, alors qu'il était généralement décrié au sein de l'opinion libanaise comme le parfait représentant des alliances rotatives du Liban de l'après guerre avec le pouvoir et le pouvoir de l'argent, tout comme d'ailleurs son oncle Marwane Hamadé et son beau frère Elias el Murr, trois politiciens qui auront sinistré l'engagement politique par leur contorsionnement permanent. Sauf à entretenir la confusion mentale et la perte**

**morale, quelles vertus pédagogiques recèle l'exaltation des êtres de grande versatilité et de moindre moralité pour l'édification civique des générations futures ?**

### **Un véritable capharnaüm.**

Le journal Al-Akhbar qui a consacré, fin juillet 2010, un dossier complet sur le dysfonctionnement du Tribunal spécial, a énuméré le nom d'une dizaine de faux témoins (Zouheir Siddiq, Faysal Akbar, Ahmad Merhi, Hassam Hassam, Abdel Basset Bani Awdah, Ibrahim Jarjoura, Akram Chakib Mourad, Iman Ali, Lou'ay as Saka), sans qu'il ait été possible de déterminer, avec certitude, au terme de quatre ans d'audition, si cette somme documentaire répondait aux diktats de leurs commanditaires, ou, résultait, au contraire, d'une imagination fertile, de la mystification, d'une tentative d'intoxication ou d'extorsion de fonds ou plus simplement d'entrisme et de contre manipulation en vue de discréditer les opérateurs occidentaux. **Un morceau d'anthologie, à l'allure d'une conjuration de colportes, en tout état de cause, révélatrice des phobies occidentales et de leurs présumés idéologiques sur les motivations profondes de «la guerre contre le terrorisme».**

En contrechamps, la Syrie aura eu un comportement nettement plus expéditif et martial. Répondant à la requête internationale, elle avait pris la précaution de filmer l'interrogatoire de son principal témoin, **le Général Ghazi Kanaan, son ancien pro consul au Liban**, non pas tant pour sa participation au complot, mais pour se servir de ses propres aveux comme d'une pièce à conviction contre sa propre personne. **Le Général Kanaan sera «suicidé» dans la foulée de son interrogatoire, sanction de sa connivence avec le clan Hariri dans la réforme de la carte électorale libanaise qui a eu pour effet de faciliter le retour au pouvoir de l'ancien premier ministre, et de son enrichissement fabuleux, de l'ordre de 800 millions de dollars, selon les estimations les plus généralement admises.**

Le 3ème volet de ce papier le 17 août :

[Les Etats-Unis une justice à la carte, la France en suspicion légitime](#)

La criminalisation du Hezbollah, une guerre de substitution à l'Iran

### **Références**

7 - La liste des démissionnaires du Tribunal Spécial sur le Liban: Deux greffiers en chef, Robin Vincent juin 2009 et David Tolbert, 12 janvier 2010; Deux procureurs, le controversé Detlev Mehlis (Allemagne) et le belge Serge Brammentz, 2010; enfin, la porte parole, la libanaise Radhia Achour, 24 mai 2010.

8- Zouheir Siddiq, qui se présentait comme un membre important des services secrets syriens au Liban et prétendait tout savoir sur l'implication de la Syrie dans l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, était en fait un escroc protégé par Rifaat al-Assad, ancien dirigeant syrien, réfugié en Espagne qui rêvait de renverser son neveu, le Président Bachar al-Assad. Selon *Der Spiegel* (22/10/05) Siddiq avait avoué à son frère être devenu «millionnaire» en récitant ce qu'il lui avait été demandé de dire, notamment les noms de sept officiers du renseignement syrien et de quatre généraux libanais prétendument impliqués dans l'assassinat. Dans une interview au quotidien koweïtien *Al-Siyassah*, en date du 12 avril 2010, il a affirmé que le Cabinet de Nicolas Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur, lui avait remis, «pour le protéger», un faux passeport tchèque lui permettant de quitter le territoire français alors que le Liban réclamait son extradition. Il a été condamné en 2009 à Abou Dhabi

à 6 mois de prison et expulsé pour être entré dans les Emirats Arabes Unis avec de faux papiers d'identité. Il s'est justifié en affirmant ne pas savoir *que* «ce passeport était faux».

9 – Cf. Dossier Spécial sur les dysfonctionnements du Tribunal Spécial sur le Liban à propos de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, réalisé par le Journal libanais Al Akhbar et diffusé sur plusieurs épisodes Mardi 27 juillet 2010: «Au-delà des faux témoins, une révélation sur les enquêtes, Faysal Akbar, le saoudien qui est allé au devant des enquêteurs», par Hassan Alik; Mercredi 28 juillet «Des brèches dans les règles de fonctionnement du Tribunal : Ahmad Merhi, le témoin muet, l'homme des services de renseignements du 11 septembre (attentat de New York 2001), au 14 février (Assassinat Hariri 2005) par Hassan Alik et Omar Nachabbé (chroniqueur judiciaire du journal et membre du Carnegie Endowment for International Peace – Middle East Center – Beyrouth – Liban).

(\*)



**René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe"- Editions Bachari 2006.; "Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français"- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); "De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde", Editions l'Harmattan Mai 2009.

<http://www.renenaba.com/>

René Naba | Actualité et Flashback

Bienvenue sur mon site d'information : Actualités, France, Méditerranée, Proche Orient, Monde, Média, Archives, Flashback



*Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre*  
**LIBAN : Les États-Unis, une justice «à la carte», la France,**  
**une suspicion légitime**

**(Partie 3/3)**

**par René Naba (\*)**

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20665>



**Paris, 19 août 2010** – La justice pénale internationale, dont l'avènement avait été salué comme annonciateur d'une ère nouvelle est, ainsi, d'emblée, obérée par sa sélectivité et ses immunités, en un mot par sa partialité. Les Etats-Unis, un des tortionnaires majeurs de l'époque contemporaine, le maître d'œuvre des tortures de la base américaine de Guantanamo (Cuba), de Bagram (Afghanistan) et d'Abou Ghraib (Irak), de même qu'Israël, considéré par une fraction importante de l'opinion publique mondiale comme «l'Etat voyou N°1» de la scène internationale, n'ont pas souscrit au traité fondateur de la Cour pénale internationale. Ils disposent de ce fait d'un privilège de juridiction qui leur confère une sorte d'immunité régalienne les plaçant à l'abri des poursuites, héritage de l'ancien «régime des capitulations» de l'empire ottomane.

«Depuis Nuremberg, les Etats-Unis ont toujours prôné et construit une justice «à la carte». Le propos d'une grande limpidité ne provient pas d'un pourfendeur aigri de

**l'Imperium américain, mû, selon l'expression consacrée, par un «antiaméricanisme primaire», mais d'un journaliste du quotidien français le Monde, quotidien de référence s'il en est.** Analysant «La nouvelle victoire américaine à propos de la Cour Pénale Internationale», à la suite de l'adoption de la définition juridique du «crime d'agression», en complément aux crimes de génocide et crimes contre l'humanité, Stéphanie Maupas soutient «Que ce soit pour les crimes nazis, japonais, rwandais ou yougoslaves, **Washington est toujours parvenu à imposer sa liste de suspects, quand d'autres étaient soit « oubliés », soit acquittés(...)** **«Enjeux clés de cette justice qui menace chefs d'Etat et hauts gradés, les cibles des procureurs successifs ont toujours fait l'objet de tractations»,** relève-t-elle dans une correspondance de La Haye en date du 27 juillet 2010. La réforme a été adoptée par cent onze états membres, mais la décision de sa mise en œuvre a été repoussée à dans sept ans.



Il en est de même des autres pays du champ occidental. **La France, hôte du faux témoin syrien Zouheir Siddiq, compte à son actif l'élimination des principaux opposants du tiers monde hostiles à son hégémonie, Félix Mounier (Cameroun-1958), Mehdi Ben Barka (Maroc 1965), de même que les chefs de file du mouvement indépendantiste Kanak Jean Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné, tous deux assassinés en 1989 en Nouvelle Calédonie sur un territoire dont la France a la charge de sa sécurité, ou enfin le chef de l'opposition tchadienne Ibn Omar Mahmat Saleh (2008), arrêté à la suite d'informations émanant des services d'écoute de l'armée française.**

**Une «suspicion légitime» frappe d'ailleurs la France tant en ce qui concerne le Darfour que le Liban, en raison de son rôle présumé dans l'élimination de l'opposant tchadien et de son activisme à «internationaliser» l'assassinat de Rafic Hariri, un crime relevant en principe du droit pénal libanais. Le président français de l'époque, Jacques Chirac, un obligé notoire de l'ancien premier ministre libanais, s'est appliqué à porter devant la justice pénale internationale le cas Hariri. La reconnaissance du ventre ne saurait donner lieu à des excès, ni à manipuler de faux témoins. et l'honneur d'un homme ne se lave pas par le recours à de témoins stipendiés.**

Les bévues qui ont émaillé la procédure, la partialité du premier enquêteur l'allemand Detlev Mehlis, ont plongé le Tribunal dans un climat de suspicion généralisé tant en ce qui concerne sa fonction première que sa finalité, que le choix de ses officiants. **Au terme de cinq ans de fonctionnement, le TSL constitue à proprement parler une parodie de justice d'autant plus symptomatique qu'il a constamment écarté de son champ d'investigation, le volet israélien, en opposition avec le principe du débat contradictoire, quand bien même le système des télécommunications libanais s'est avéré être sous contrôle israélien.** Cette découverte, qui pourrait avoir de sérieuses implications concernant la détermination des

responsabilités, devrait conduire le tribunal à reconsidérer sa position d'autant plus impérativement que la crédibilité des données est désormais frappée de suspicion du fait de la main mise du Mossad sur les communications libanaises. L'enquête internationale dans son ensemble risque ainsi de s'effondrer.

**Le tribunal spécial sur le Liban, institué par un accord conclu entre le Liban et les Nations Unies, le 5 juin 2005, confère des privilèges exorbitants à la commission d'enquête de l'ONU en ce qu'elle permet à cette instance d'exercer une tutelle de fait sur les autorités locales libanaises,** en l'habilitant à enquêter sur un fait qui ne constitue pas un «crime international» juridiquement parlant. Mais le fait de privilégier le cas du chef du clan saoudo américain au Moyen orient, au détriment d'autres personnalités éminentes de la scène internationale (Benazir Bhutto Pakistan 2007, Salvador Allende Chili 1973, Patrice Lumumba Congo Kinshasa 1961), au détriment des dizaines de personnalités libanaises, au détriment des milliers des victimes civiles de la guerre libanaise, au détriment des dizaines de dirigeants palestiniens et des milliers de civils palestiniens tués par les Israéliens, donne à penser que **la coalition occidentale entend placer sur la défensive les principaux contestataires de l'ordre hégémonique américain dans la zone, l'Iran, via le dossier nucléaire, La Syrie et le Hezbollah, via le dossier Hariri, principal pierre d'achoppement à la capitulation déguisée conduite par le président palestinien Mahmoud Abbas.**

**La sélectivité dans son choix porte préjudice au Tribunal en ce qu'elle constitue une négation du principe d'universalité de la justice internationale et fait craindre une instrumentalisation de cette juridiction à des fins politiques au service des desseins du camp occidental.** Sauf infléchissement ultérieur, un tel tri sélectif opéré en Mars 2009 – Rafic Hariri/Liban (1er mars) et Omar al-Bachir /Soudan (4 mars) – à l'exclusion de tout autre cas similaire, pourrait dénaturer sa posture morale en imposture, la négation même de la notion de justice. Le ciblage du monde arabo africain, à l'exclusion de toute autre sphère géopolitique, à la notable exception de l'ex Yougoslavie et du Cambodge, séquelles du bloc communiste, paraît ressortir d'un projet visant à maintenir sous pression la zone privilégiée d'expansion de la Chine et de la Russie, sur la flanc méridional du camp occidental, en désignant à la vindicte publique leurs traditionnels alliés régionaux, la Syrie, l'Iran et le Soudan. Plaide en faveur de cette thèse, le choix discriminatoire de traduire devant la justice internationale les assassins de Rafic Hariri et pas ceux de Benazir Bhutto, de poursuivre le soudanais Omar El Bachir et non le tchadien Idris Deby au bilan sanguinairement comparable, voire même du libyen Mouammar al Kadhafi, responsable de la disparition du chef spirituel de la communauté chiite du Liban l'Imam Moussa Sadr.

## **VI - La criminalisation du Hezbollah, une guerre de substitution contre l'Iran.**

La neutralisation d'un important lot d'agents israéliens, particulièrement dans le secteur sensible de la téléphonie cellulaire, dont les relevés fondent l'acte d'accusation, pose le problème de la fiabilité des preuves des enquêteurs internationaux. L'acte d'accusation a été divulgué par anticipation, en Mai 2010, sans que l'autorité compétente se ravise, aux mépris des règles les plus élémentaires de la procédure pénale internationale. Sa teneur a été communiquée officiellement au Hezbollah, non par la voie judiciaire compétente, mais par le propre chef du gouvernement du pays plaignant, et propre fils de la victime, Saad Hariri à Hassan Nasrallah dans une conversation à huis clos dans une démarche qui s'apparente à un marchandage. L'implication de «trois membres indisciplinés» du Hezbollah pour solde de toute compte du contentieux qui oppose sunnites et chiites dans le monde arabe depuis l'invasion américaine de l'Irak, en 2003.

L'offre a été refusée et portée sur la place publique. **Quiconque connaît le fonctionnement du Hezbollah à la discipline toute spartiate, le pointage d'un membre «indiscipliné» de ce mouvement constituerait l'aveu d'un dysfonctionnement, d'une absence de contrôle du chef du mouvement sur ses troupes.** Pis, elle stigmatiserait le Hezbollah de l'accusation de régicide à l'effet de le marquer du sceau de l'infamie au regard des sunnites, le courant majoritaire de l'Islam dans le monde arabe et musulman, et de plomber du même coup la légendaire réputation du Hezbollah en tant qu'organisation disciplinée exclusivement consacrée à la lutte contre Israël. Une accusation qui constituerait le point de basculement vers une guerre sunnite – chiite sur l'ensemble du monde arabe, particulièrement au Liban et les monarchies du golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït) où résident de fortes minorités chiites. L'un des principaux inculpés, Jamil Sayyed, accusera publiquement à sa libération le tribunal de lui avoir demandé de se désigner comme «bouc émissaire» afin de conclure l'instruction et de clore le dossier. Un scénario identique semble se reproduire à l'encontre du Hezbollah.

**Depuis L'assassinat de Rafic Hariri, le mouvement chiite fait l'objet d'une vive pression visant à le marginaliser, à défaut de le délégitimer. Initiée par l'interdiction en France de sa chaîne de télévision «Al Manar», en 2004,** la pression s'est poursuivie par une vaine tentative de le désarmer, dans la foulée du coup de massue israélien, en 2006. Elle s'est poursuivie dans la foulée de la neutralisation du camp palestinien de Nahr el Bared, en 2007, avec, l'assassinat à Damas, en février 2008, de son chef militaire Imad Moughniyeh, elle-même suivie d'une épreuve de force avec ses adversaires de la coalition occidentale visant à neutraliser son réseau autonome de transmission, en mai 2008. Le tout couplé par des actions hostiles en direction de son protecteur, la Syrie, matérialisée par le bombardement d'un site nucléaire en novembre 2007, et l'assassinat de l'interface syrien du Hezbollah libanais, le Général Mohamad Souleymane, tué depuis un yacht, dans son chalet du bord de mer, à Tartous, (Syrie), en Août 2008.

**Projet d'enfumage médiatique et de brouillage diplomatique visant à gommer l'implication du Clan Hariri dans l'exacerbation du courant intégriste sunnite dans les camps palestiniens du Liban, la neutralisation de Nahr el Bared s'est soldée par un lourd bilan, malgré l'appui logistique de l'armée syrienne à l'armée libanaise.** 143 personnes (76 militaires libanais, 50 insurgés, 17 civils palestiniens) ont péri au cours des 32 jours d'affrontement qui se sont déroulés dans ce camp palestinien du Nord Liban, en Mai Juin 2007 dans une opération de diversion, visant à neutraliser les effets de la défaite israélienne de juillet 2006 et à mobiliser le camp sunnite face au Hezbollah. **La reddition du camp signera la victoire morale du président Emile Lahoud, fondateur de la nouvelle doctrine militaire libanaise de la stratégie de la riposte,** mis à l'index par les occidentaux qui cherchaient à le déstabiliser depuis l'assassinat de Rafic Hariri.

**Une ténébreuse affaire à tous égards que l'attaque du camp palestinien de Nahr el Bared dans la mesure où celui qui a été célébré comme le héros de la bataille, le Colonel Mansour Diab, blessé au combat, s'est révélé être un agent israélien. Ancien directeur de l'école des forces spéciales et des commandos de marines, a-t-il favorisé dans l'exercice de ses fonctions durant la période de son mandat, le transbordement du matériel d'espionnage et de sabotage israélien? L'exfiltration d'agents démasqués? L'infiltration d'agents opérationnels du Mossad pour des opérations coup de poing? Sa bravoure au combat était-elle destinée à brouiller les pistes sur sa connivence israélienne, en anéantissant à Nahr el Bared les preuves de la collusion du clan Hariri avec l'intégrisme sunnite djihadiste?**





Autant de questions légitimes qui rejoignent d'autres questions demeurées, elles, sans réponse concernant les connexions sulfureuses de Gébrane Tuéni, le comportement faussement désinvolte de Marwane Hamadé sur lequel il ne s'est jamais expliqué, de même qu'Elias el Murr, Monsieur gendre de la présidence libanaise, du temps de la mise en quarantaine de son beau père, le président Emile Lahoud, avant son spectaculaire retournement en faveur du clan Hariri, **sans oublier l'omission intrigante du champ des investigations des deux personnalités particulièrement averties de la scène libanaise: le transfuge syrien Abdel Halim Khaddam, ancien vice président de la République, proconsul syrien au Liban pendant trente ans, en charge de la gestion de l'affairisme syro-haririen, dont le laxisme en faveur de son coreligionnaire sunnite, le milliardaire libano saoudien, pourrait avoir permis, en connexion avec l'intégrisme activiste de la mouvance wahhabite, le grenouillage du marigot libanais et son noyautage par les taupes israéliennes, ainsi que Johnny Abdo, homme de l'ombre par excellence, témoin muet des opérations clandestines de ses deux poulains politiques, le président éphémère du Liban, Bachir Gemayel et le premier ministre Rafic Hariri, tous deux tués dans un attentat, le chrétien en 1982 et le sunnite en 2005, signe patent de l'échec de cet homme du renseignement au rôle occulte, interface libanais des services occidentaux.**



Concentré de toutes les turpitudes occidentales et saoudiennes, le groupe Fatah al Islam compte parmi ses fondateurs, le cheikh Naji Kanaan, issu de la mouvance des Frères musulmans. Il a été incarcéré une dizaine d'années dans les geôles syriennes (jusqu'en 2000) pour «activisme religieux antinational». Il sera par la suite responsable de la mobilisation sunnite pour «le Courant du Futur», la formation du premier ministre Saad Hariri, chargé des questions militaires et sécuritaires auprès du Colonel Ahmad al Khatib, ancien officier dissident libanais, fondateur de «l'armée du Liban arabe», durant la guerre civile libanaise (1975-1990). Chef du Mouvement de l'unification islamiste (MUI), implanté dans la région de Tripoli au milieu des années 1980, le groupe avait recruté nombre d'activistes saoudiens, yéménites salafistes, placés sous le commandement opérationnel au Nord Liban de Chaker al-Absi, ancien colonel de l'armée de l'air jordanienne. Rallié aux troupes islamistes, Chaker Absi sera désigné comme adjoint de Abdel Moussab al-Zarkaoui en Afghanistan, puis en Irak. Le groupe passe pour avoir bénéficié des largesses financières du prince saoudien Bandar Ben Sultan qui aurait financé, deux mois avant les affrontements de Nahr el Bared, les organisations «humanitaires et religieuses» sunnites opérant dans camps palestiniens du Liban en vue de faire pièce à l'expansion du chiisme au Liban et à contenir le Hezbollah. La dénomination «Fatah al Islam» n'est d'ailleurs pas le fruit du hasard, mais choisie à dessein en vue de brouiller les pistes du fait de la conjonction du terme Fatah, qui renvoie au mouvement palestinien, et Islam, qui renvoie plutôt à Al-Qaida. Hasard ou préméditation? Quoiqu'il en soit, force est de relever l'élimination opportune d'un dirigeant présumé du Fatah al Islam, Abdoul Rahman Awad, tué lors d'une fusillade samedi 14 Août à Chtaura, près de la frontière syrienne, dans la foulée des révélations de Hassan Nasrallah sur une possible implication d'Israël dans l'assassinat de Rafic Hariri.

Principale formation politico-militaire libanaise, dont le démantèlement est réclamé les Etats-Unis, le Hezbollah dispose d'une représentation parlementaire sans commune mesure avec l'importance numérique de la communauté chiite, sans commune mesure avec sa contribution à la libération du territoire national, sans commune mesure avec son prestige régional, sans commune mesure avec l'adhésion populaire dont il jouit sans chercher à en tirer avantage. Tant au niveau de la démocratie numérique que de la démocratie patriotique, la place qu'occupe le Hezbollah est une place de choix. Un positionnement incontournable.

**Les Etats-Unis ont débloqué, en trois ans, depuis 2006, de l'aveu même des responsables américains, à travers l'USAID et la Middle East Partnership Initiative (MEPI), plus de 500 millions de dollars, pour neutraliser le Hezbollah,** la plus importante formation paramilitaire du tiers monde, arrosant près de sept cents personnalités et institutions libanaises d'une pluie de dollars «pour créer des alternatives à l'extrémisme et réduire l'influence du Hezbollah dans la jeunesse» (10). A cette somme se superpose le financement de la campagne électorale de la coalition gouvernementale aux élections de juin 2009, de l'ordre de 780 millions de dollars, soit un total de 1,2 milliards de dollars en trois ans, à raison de 400 millions de dollars par an. En vain. **Le Hezbollah est sorti victorieux de la totalité des épreuves de force qu'il a dû affronter, conférant une confortable marge de manoeuvre diplomatique à ses protecteurs, l'Iran et la Syrie. Infligeant deux revers militaires à Israël, la 7eme puissance atomique de la planète, le Hezbollah a bouleversé l'équation régionale avec infiniment moins de moyens qu'Oussama Ben Laden en Afghanistan (50.000 combattants arabo afghans et 20 milliards de dollars), développant, de l'aveu même d'un expert occidental, une version «basse technologie» de la furtivité, s'imposant comme un interlocuteur pivot de la scène libanaise.**

**Israël a annoncé le 29 juillet, que le principal accusé du meurtre de Rafic Hariri, n'est autre que Moustapha Badreddine, beau frère de Imad Moughnieh, qui lui a succédé à la tête de la branche militaire du Hezbollah. Israël n'a fait l'objet d'aucune mesure d'instruction durant cette enquête et n'a donc pas théoriquement accès aux pièces du dossier.** Sauf à accrédiiter l'idée d'une connivence avec le tribunal spécial, la diffusion de cette information à la veille d'un sommet tripartite à Beyrouth entre l'Arabie saoudite, la Syrie et le Liban destiné à calmer le jeu pourrait relever de la manipulation et de la provocation.

**Fait sans précédent dans les annales de l'humanité, le tribunal est financé à parité par le plaignant, le coupable désigné par avance par un pays partie prenante au conflit libanais, Israël, mais curieusement soustrait à l'enquête, l'innocent sommé de prouver son innocence et non le procureur de prouver sa culpabilité.** Déjouant les pronostics, jouant de l'effet de surprise, Hassan Nasrallah, s'est dégagé du nœud coulant que les pays occidentaux lui glissaient autour du cou en vue de son étranglement en dévoilant, le 9 Août 2010, une série de documents sonores et visuels mettant en cause d'agents libanais à la solde des israéliens dont l'un se trouvait sur les lieux de l'attentat anti-Hariri la veille de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais. En application de la théorie de la dissension sociale, un autre, Ahmad Nasrallah, un homonyme du dignitaire religieux, a avoué avoir jeté la suspicion entre le clan Hariri et le Hezbollah dès 1993, en avisant la famille du nouveau premier ministre du Liban des préparatifs d'attentat ourdis contre lui par le mouvement chiite. L'homme, convaincu de collaboration avec Israël, a été incarcéré en 1996, et, curieusement élargi par le gouvernement Hariri, en février 2000, quelques mois avant la libération du sud Liban par le Hezbollah. Le Clan Hariri ne s'est jamais expliqué sur les motifs de la remise en liberté de cet agent israélien qui vit désormais en Israël où il serait en charge du recrutement de nouveaux collaborateurs pour le compte de l'état hébreu. **La présence dans la zone de l'Hôtel saint Georges d'un agent israélien, un officier de l'armée libanaise à la retraite, en repérage sur les lieux du crime la veille de l'attentat, Ghassane Gerges El Jed, ancien chef d'état major adjoint, en fuite, du fait du comportement dilatoire du pouvoir politique, pose le problème du laxisme du camp pro occidental au Liban dans la traque des preuves de l'assassinat de Rafic Hariri et la chasse aux espions israéliens.**

Dans une démarche qui apparaît destinée à réduire l'impact des révélations de Hassan Nasrallah sur une possible implication d'Israël dans l'assassinat de Rafic Hariri et réduire les critiques quant à sa passivité dans la traque des espions, le gouvernement Saad Hariri a annoncé, coup sur coup, la neutralisation d'un agent israélien proche du général Aoun, le général Fayez Karam et l'élimination d'un dirigeant présumé du Fatah al Islam, Abdel Rahman Awad, tué samedi 14 Août lors d'une fusillade à Chtaura, près de la frontière syrienne, en vue de semer la suspicion dans le camp de ses adversaires. La grandeur d'un homme dans l'épreuve se révèle dans sa dignité et son honneur est de veiller à l'égalité des armes dans son combat contre ses adversaires, non le recours à la tortuosité de témoins stipendiés et l'instrumentalisation du Tribunal Spécial sur le Liban en arme de destruction massive contre les contestataires de la «Pax Americana» au Moyen orient.

Sept ans après la gigantesque manipulation de l'opinion internationale sur la prétendue existence d'armes de destruction massive en Irak et des liens présumés entre le régime laïc du bassiste Saddam Hussein et l'organisation intégriste Al Qaida, la mise en cause du Hezbollah dans l'assassinat de Rafic Hariri, si les informations du dignitaire chiite et du journal libanais al Akhbar étaient confirmées, constitueraient une intoxication d'envergure planétaire à l'effet de discréditer durablement ce qu'il est convenu d'appeler «les grandes démocraties

occidentales», dont la récidive aurait ainsi déshonoré et la démocratie et l'Occident, de même que la notion même de justice pénale internationale.

**Dans la perspective du retrait américain d'Irak et de l'épreuve de force américano iranienne sur le nucléaire iranien, sa criminalisation aurait le quintuple avantage de:**

-occulter la fragilité des indices recueillis via les communications, du fait de la multiplication des faux témoins et de la mainmise israélienne sur le réseau libanais,

-permettre au Tribunal Spécial de se ménager une sortie par le haut au terme de cinq ans de procédures aussi laborieuses qu'onéreuses,

-placer le Hezbollah sur la défensive, tributaire d'un agenda international d'ultimatum et de sanctions, comparable au calendrier observé à l'encontre de Saddam Hussein, ou à tout le moins le contraindre à reprendre les armes pour se défendre, le privant ainsi de toute la légitimité dont il bénéficie en tant que force combattante d'Israël.

-mener, par défaut, une guerre de substitution à l'Iran privant le camp antioccidental des bénéfices des exploits militaires de leur allié chiite libanais,

-faire diversion en détournant l'attention sur le règlement au rabais de la question palestinienne que les Israéliens et les Américains entendent imposer au président palestinien de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas, en état de grande faiblesse.

**VII – L'Arabie saoudite, un pompier pyromane d'enjeux qui la surpassent.**

**Le martyr est commun à tous les peuples de la planète. Mais nul part ailleurs qu'au Liban le culte des martyrs ne prend une telle ampleur au point que la vénération posthume des chefs de clan, la plupart fourvoyés dans des causes perdues, ressortit d'une industrie du martyrologe**, une rente de situation pour les ayants droits, un passe droit permanent. Sous le halo du martyr couve en fait une vaste mystification. **Rafic Hariri (Liban) et Benazir Bhutto (Pakistan) se situaient aux extrémités d'un axe politique ayant vocation à servir de levier de transformation de l'Asie occidentale en «Grand Moyen Orient»**. Les deux anciens premiers ministres, le sunnite libanais et la chiite pakistanaise, tous deux assassinés à deux ans d'intervalles, présentaient un cas de similitude absolu dans leurs fonctions, les deux d'ailleurs en connexion étroite avec l'Arabie saoudite dans la mesure où Rafic Hariri était le co-garant avec le Prince Bandar Ben Sultan, le président du Conseil national de sécurité, de l'accord régissant le retour d'exil de l'ancien premier ministre pakistanais Nawaz Charif, rival de Benazir. Une garantie reprise à son compte par Saad Hariri, l'héritier politique du clan Hariri au Liban.

Parrain originel des Talibans d'Afghanistan, l'Arabie Saoudite passe pour avoir été le principal bailleur de fonds du programme nucléaire pakistanais, en contrepartie de l'assistance fournie par le Pakistan à l'encadrement de l'armée de l'air saoudienne dont elle assurera pendant vingt ans la formation de ses pilotes et la protection de son espace aérien. Une bonne entente matérialisée symboliquement par la dénomination de la troisième ville du Pakistan de Faisalabad, l'ancienne Lyallpur, en hommage à la contribution du Roi Faysal d'Arabie au règlement du contentieux entre le Pakistan, 2<sup>me</sup> plus important pays musulman après l'Indonésie, et, le BenglaDesh, lors de la sécession de son ancienne province sous la conduite de Cheikh Mujjibur Rahman, chef de la Ligue Awami (11).

En dépit de ces fortes similitudes, particulièrement le double parrainage du royaume saoudien au milliardaire libano saoudien et au Pakistan, ainsi que leur positionnement similaire sur le plan de la géopolitique américaine, Rafic Hariri aura droit à un Tribunal Spécial International pour juger ses présumés assassins, mais non Benazir Bhutto, dont pourtant toute la dynastie a été décimée. Dans cette perspective, le destin de Benazir Bhutto ressemble étrangement à celui de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, ainsi qu'à celui de l'ancien président égyptien Anouar el Sadate, assassiné en 1981, et à celui de l'éphémère président libanais Bachir Gemayel, le chef des milices chrétiennes, assassiné en 1982. Des dirigeants plus utiles à la diplomatie israélo américaine morts que vifs.

A l'apogée de la diplomatie saoudienne, dans la foulée de l'invasion de l'Irak, en 2003, deux dirigeants arabes, Rafic Hariri (Liban) et Ghazi Al-Yaour (Irak) se sont retrouvés simultanément au pouvoir dans leur pays respectif, porteurs de la nationalité saoudienne. Dans ce contexte, il n'est pas indifférent de noter que Rafic Hariri a été assassiné dans la quinzaine qui a suivi l'élection d'un Kurde Jalal Talabani à la tête de l'Irak et de l'attribution à un chiite de la présidence du conseil des ministres, écartant les sunnites du gouvernement de l'ancienne capitale des abbassides, sur laquelle flottait d'ailleurs à l'époque le nouvel emblème irakien conçu par le proconsul Paul Bremer, aux couleurs israélo-kurdes (bleu blanc et jaune blanc), déclenchant une vague d'attentats sans précédent contre les symboles de l'invasion américaine en Irak et leurs alliés régionaux. Curieusement, la piste de l'unique personne qui a revendiqué publiquement l'assassinat, Ahmad Abou Addas, le jour de l'attentat depuis la chaîne transfrontière «Al Jazira» a été négligée. L'homme habitant du secteur ouest de Beyrouth, avait disparu de son domicile trois semaines avant l'attentat et sa disparition signalée par son père aux services de police. «Salafiste Jihadiste», selon la désignation dont il se revendiquait, il vouait aux gémonies «tous les dirigeants arabes qui gouvernaient d'une manière contraire à la volonté de Dieu » et tenait des propos hostiles à Rafic Hariri.



Pompier pyromane, le monarque octogénaire, au pouvoir depuis quinze ans, est situé à l'épicentre d'un conflit qu'il n'a cessé d'attiser que cela soit par sa caution à l'invasion américaine de l'Irak, avec pour contre-coup l'élimination des sunnites du centre du pouvoir, que par le rôle précurseur du faux témoin syrien dont le surgissement porte la marque des connexions familiales articulées autour des deux beaux frères du Roi d'Arabie: Zouheir Siddiq est en fait un factotum du général Rifa'at al-Assad, oncle et rival du président Syrien Bachar al-Assad et surtout beau frère du roi d'Arabie. Son faux témoignage est intervenu opportunément en pleine campagne de déstabilisation du président libanais Emile Lahoud,

alors que le deuxième beau frère du Roi d'Arabie, le député libanais Nassib Lahoud, postulait à sa succession à la magistrature suprême libanaise (12). Effet d'un pur hasard ? D'une fâcheuse coïncidence ? D'une Magouille familiale ? A-t-elle échappé à la sagacité des enquêteurs internationaux ? A la perspicacité des journalistes libanais, particulièrement l'empire médiatique du groupe Hariri et ses alliés du journal An Nahar, théoriciens émérites du jeu politique libanais et moralisateurs de la vie publique ? Ou cautionné par eux pour les besoins de la mise en accusation de la Syrie ?

**Défié sur son flanc sud, au Yémen, par la principale organisation intégriste sunnite du monde musulman de dimension planétaire, Al-Qaida, excroissance rebelle du modèle wahhabite, le Roi Abdallah est mis au défi de l'équation que représente le glorieux palmarès du Hezbollah, la principale formation paramilitaire du tiers monde, d'obédience chiïte, apprenti sorcier d'un enjeu qui le dépasse, démiurge d'enjeux qui le surpassent tant en Irak, qu'au Liban qu'aparavant en Afghanistan.**

**Face aux risques de manipulation, Walid Joumblatt, un des artisans de la révolte anti syrienne au Liban, a publiquement invité le 24 juillet 2010, son ancien compagnon de route, Saad Hariri, à lever le pied sur cette affaire, qu'il considère comme un élément de division, incitatrice d'une nouvelle guerre civile.** A l'appui de sa requête, le chef druze du parti progressiste libanais a cité en exemple son propre cas, avançant que l'assassinat de son père Kamal Joumblatt, en 1977, n'avait pas donné lieu à la mise sur pied d'un Tribunal international. Le Liban compte une quarantaine de personnalités de premier plan assassinées, dont deux présidents de la République assassinés (Bachir Gemayel et René Mouawad), trois anciens premiers ministres (Riad el-Solh, Rachid Karamé et Hariri), un chef d'état major (le Général François el-Hajj), le chef spirituel de la communauté chiïte l'Imam Moussa Sadr et le Mufti sunnite de la république Cheikh Hassan Khaled, deux dirigeants du parti communiste libanais Rizckallah Hérou et Georges Hawi, le chef du Parti socialiste progressiste, le druze Kamal Joumblatt, les députés Maarouf Saad, Tony Frangieh et Pierre Gemayel, l'ancien chef milicien chrétien Elie Hobeika, ainsi que des journalistes Toufic Metni, Kamel Mroueh, Riad Taha, Salim Laouzi, Samir Kassir et Gibrane Tuéni. **Joumblatt avouera avoir été abusé par la déposition de faux témoins, en lançant ses accusations contre la Syrie. Il soutiendra publiquement que le vote de la résolution du Conseil de sécurité N°1559, en 2004, enjoignant à la Syrie de retirer ses troupes du Liban a été une «résolution maléfique en ce qu'elle sous tendait le déracinement du Liban de son environnement arabe».**

**Le destin d'un pays ne relève pas des jeux du hasard et l'esprit civique se nourrit d'exemple d'hommes de valeurs. Le Clan Hariri monopolise le pouvoir au Liban d'une manière quasi continue depuis près de 18 ans (1992-2010), à l'exception de la parenthèse Salim el Hoss (1998-2000) et Omar Karamé (2004), du fait du chantage occidental, aux mépris des règles de l'alternance démocratique.** Au risque de choquer, trêve de plaisanterie, Rafic Hariri n'est pas l'unique martyr du Liban, mais l'unique martyr au monde à avoir grevé les finances publiques de son pays de l'ordre de cinquante milliards de dollars et de bénéficier, à ce titre, d'un imposant mausolée sur la plus importante place publique de l'une des plus prestigieuses capitales arabes, Beyrouth. L'unique martyr au Monde à truster en sa mémoire les principaux services publics du pays, -de l'unique aéroport international du Liban, l'aéroport de Beyrouth-Khaldé, à l'unique université libanaise à l'unique centre hospitalier universitaire, trois établissements qui portent tous trois désormais son nom-, sans compter l'imposant boulevard du front de mer de la capitale libanaise. Là réside la singularité nullement justifiée d'un homme qui aura été le bailleur de fonds de tous les seigneurs de la guerre du Liban, le prédateur de son parc immobilier, le fossoyeur de son économie.

**Entre les deux acteurs majeurs de la vie politique libanaise existe une différence d'échelle, une différence de niveau. Face à un Hassan Nasrallah, impérieux, en dépit de la mort de son fils Hadi au combat, faisant front à Israël qu'il humiliera par sa riposte balistique et sa maîtrise de l'art de la guerre asymétrique, l'héritier avait, il est vrai, fait piètre figure, trois ans plus tôt, en juillet 2006. Chef de la majorité parlementaire et député d'une ville reconstruite par son père, à nouveau détruite par l'aviation israélienne, Saad Hariri, plutôt que de partager le sort de ses concitoyens, plutôt que de se préoccuper des besoins de ses électeurs, se mettra au frais à l'étranger à des milliers de km du champ de bataille, laissant la conduite des opérations à ses rivaux, le Président Emile Lahoud, ostracisé par la communauté internationale, et le chef du Hezbollah, glanant au passage le sobriquet de «planqué de Beyrouth», se couvrant et couvrant de ridicule ses alliés de la coalition pro occidentale, s'inclinant enfin devant son rival chiite propulsé au firmament de la popularité panarabe. Le Hezbollah a rompu, psychologiquement et militairement, le défaitisme ambiant du monde arabe, alors que l'héritier théorise la soumission au Diktat américain au prétexte de protéger son pays d'un cordon de sécurité. Chef d'une formation disposant de la plus forte cohésion idéologique et sociale, bras armé de la stratégie de la contestation de l'hégémonie israélo américaine sur la sphère arabe, Hassan Nasrallah tire sa force de ses exploits, Saad Hariri de son rôle de paravent aux menées israélo américaines. Le moine soldat est un prescripteur essentiel de l'ordre régional, le milliardaire libano saoudien, un prestataire de services pour le compte de ses commanditaires. Autrement dit, le chiite force le destin quand le sunnite le subit.**

**Le Tribunal spécial sur le Liban se voulait exemplaire à l'effet de dissuader toute récidive. Il se devait de l'être afin d'ancrer dans la conscience du monde la crédibilité de la notion même de justice pénale internationale. Il passera à la postérité comme un cas d'école, le parfait contre exemple d'une bonne administration de la justice. Par ses abus, quelque soit son acte d'accusation, quelque soit son verdict, il porte condamnation du comportement des pays occidentaux, parangon de la démocratie, condamnation du comportement de la magistrature libanaise et du «camp de la liberté au Liban», toutes les composantes de l'hétéroclite coalition occidentale, dont les déviances, porteront, à jamais, les stigmates de leur faillite morale dans une affaire qui avait vocation à faire œuvre de jurisprudence dans le domaine de la justice pénale internationale.**

**« Il n'existe que deux choses infinies, l'univers et la bêtise humaine... mais pour l'univers, je n'ai pas de certitude absolue ». Au vu de ce bilan calamiteux, l'auteur de ce panorama soumet à la sagacité de ses lecteurs cette réflexion d'Albert Einstein à l'effet de relativiser le propre jugement des grands acteurs du jeu moyen oriental, particulièrement les acteurs libanais et arabes, sur leur pertinence dans leur gestion des affaires du monde.**

## **Références**

10 – Déposition de Jeffrey D. Feltman, assistant de la secrétaire d'Etat américaine et responsable du bureau des affaires du Proche-Orient, et de Daniel Benjamin, coordinateur du bureau de lutte contre le terrorisme, devant une commission du Sénat américain le 8 juin 2010. CF à ce propos le journal libanais «As Safir», en date du 29 juin 2010, sous la plume de Nabil Haitham, affirmant qu' «une liste de 700 noms de personnes et d'organisations ayant bénéficié de l'aide américaine circule et que certains ont reçu des sommes comprises entre 100 000 et 2 millions de dollars. Le journaliste s'interroge: «Quelles clauses du code pénal ces groupes ou personnes ont-ils violées ? Est-ce que contacter ou agir avec un Etat étranger,

et travailler avec cet Etat en échange d'argent à une campagne visant l'une des composantes de la société libanaise – une campagne qui pourrait avoir déstabilisé la société –, est légal ? » (...) Et Haitham se demande pourquoi Feltman a rendu cette information publique, d'autant qu'elle risque d'embarrasser des alliés des Etats-Unis au Liban. Selon lui, l'ambassade américaine à Beyrouth a rassuré ses alliés en leur affirmant que Feltman voulait simplement montrer au Congrès que les Etats-Unis agissaient au Liban et qu'il n'est pas question qu'ils révèlent des noms». A cette somme se superpose le financement de la campagne électorale de la coalition pro occidentale de juin 2009 faisant l'objet de la note 4 relative à l'information New York Times accusant l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, dans un article intitulé «élections libanaises: les plus chères au monde», d'ingérence dans le processus électoral des prochaines élections législatives de juin 2009, d'avoir injecté près de 700 millions de dollars pour le financement de candidats opposés au mouvement chiite Hezbollah et au financement du voyage d'expatriés libanais, voire de l'achat du vote collectif de communautés entières en faveur de leurs alliés locaux

11 – Troisième ville du Pakistan, dans la province du Pendjab, Lyallpur a été fondée en 1895. Elle tire son nom de son fondateur Sir Charles James Lyall, Lieutenant gouverneur du Pendjab du temps de l'Empire britannique des Indes. Longtemps désignée comme «Le Manchester du Pakistan» en raison de sa production cotonnière, Lyallpur est célèbre pour son plan de centre ville qui reprend les couleurs du drapeau du Royaume Uni (l'Union Jack). Elle a été débaptisée en 1977 pour prendre le nom de Faisalabad, en hommage à la contribution du défunt Roi d'Arabie, Faysal ben Abdel Aziz, au règlement du contentieux entre le Pakistan et son ancienne province sécessionniste le Bengladesh.

12 – Le Roi Abdallah d'Arabie, l'ancien vice président syrien Rifa'at al-Assad et le député libanais Nassib Lahoud sont beaux frères. Ils ont épousé trois sœurs de la famille Fustock, le millionnaire syrien propriétaire d'une écurie de course en France. L'épouse du Roi a joué un rôle actif auprès de sa sœur dans la préparation de la campagne présidentielle du député libanais, finalement disqualifié du fait de son échec aux élections législatives.

### **Pour aller plus loin**

• **Hassan Nasrallah l'indomptable**  
<http://www.renenaba.com/?p=2685>

• **Les tribulations de la presse libanaise**  
1<sup>ère</sup> partie: <http://www.renenaba.com/?p=298>  
2<sup>me</sup> partie : <http://www.renenaba.com/?p=302>

• **Le martyrologe Libanais Tome 1 et 2**  
1<sup>ère</sup> partie: <http://www.renenaba.com/?p=239>  
2<sup>me</sup> partie: <http://www.renenaba.com/?p=244>

(\*)





**René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe"- Editions Bachari 2006.; "Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français"- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); "De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde", Editions l'Harmattan Mai 2009.

<http://www.renenaba.com/>

René Naba | Actualité et Flashback

Bienvenue sur mon site d'information : Actualités, France, Méditerranée, Proche Orient, Monde, Média, Archives, Flashback



## ***Israël attaquera t-il le Liban pour lui voler son gaz ?***

**par Alfredo Jalife-Rahme\***

**<http://www.voltairenet.org/article166740.html>**

Ce n'est plus un secret : de très importants gisements de gaz et de pétrole sont situés en Méditerranée au large de Chypre, du Liban, de Gaza... et d'Israël. Compte tenu des appétits et des méthodes du régime de Tel-Aviv, le partage des richesses semble impossible. Pour le géopoliticien mexicain Alfredo Jalife-Rahme, la question est de savoir si Israël se contentera de voler les réserves de ses voisins en les siphonnant grâce à des technologies sophistiquées, ou s'il s'emparera de leurs gisements par la force.



**Alfredo Jalife-Rahme**

Plusieurs analystes expérimentés ont compris que derrière la guerre d'Israël contre Gaza — gouverné par le groupe islamique sunnite Hamas— se trouve un enjeu caché : les pléthoriques gisements de gaz des côtes palestiniennes en Méditerranée.

Bien que doté d'un maximum de 400 bombes nucléaires et de la meilleure aviation de tout le Proche-Orient —à présent on ne peut plus affirmer qu'il possède la meilleure armée de la région après ses récents revers aussi bien au Sud du Liban contre la guérilla islamique chiïte qu'à Gaza face au Hamas— Israël affiche deux points faibles incontestables :

- ▶ 1. l'eau, raison pour laquelle il ne se résout pas à restituer à la Syrie les territoires occupés du plateau du Golan, bordant le lac de Tibériade (Galilée) et
- ▶ 2. le pétrole, il importe plus de 300 000 barils par jour (pour la plupart, en provenance d'Égypte), tandis que sa production de gaz destinée à la consommation nationale est extrêmement réduite.

Je viens de rentrer d'un voyage d'un mois en Grèce, au Liban et en Turquie, où j'ai mesuré l'importance stratégique du gaz, aussi bien pour Gaza que pour le Liban, enfoui sous les eaux communes à Israël et à l'île de Chypre (elle même divisée en partie grecque et turque).

*Naharnet* (28 juin 2010), un site libanais pro-occidental, dit très justement que les réserves de gaz réparties entre les eaux du Liban et d'Israël peuvent représenter une énorme manne financière, mais qu'elles peuvent également susciter une nouvelle guerre d'Israël contre son faible voisin du nord.

La situation est dramatique car les deux Etats, aussi bien le Liban qu'Israël, sont énormément tributaires des importations d'hydrocarbures.

Quant au Liban, son cas est le plus grave car il est éprouvé par le piteux état de son système de production électrique, qui n'a pu être ni réparé, ni modernisé après 15 ans de guerre civile.

Que cela plaise ou non, face à la cupidité israélienne, ce n'est rien de moins que la guérilla chiite du Hezbollah qui s'est chargée de la défense du gaz libanais. Jusqu'à présent, mis à part le Hezbollah [1], personne d'autre dans la vaste mosaïque libanaise n'a manifesté ouvertement sa position sur ce sujet, qui est loin d'être un sujet de moindre importance et qui peut dégager de grands bénéfices politiques et financiers ou, à défaut, dégénérer en une guerre d'Israël contre le Liban (et non le contraire).

Non sans se référer à des précédents et à des justifications historiques, le Hezbollah accuse Israël de programmer le "vol" du gaz naturel des eaux territoriales libanaises. Les chiites du Sud du pays en ont acquis une grande expérience lors du pillage par Israël des eaux du fleuve Litani.

De son côté, Israël rétorque que les champs pétrolifères et gazières qu'il exploite ne s'étendent pas jusqu'aux eaux libanaises.

Le problème réside en ce que les limites territoriales —et par extension, les limites maritimes— n'ont toujours pas été fixées, du fait que les deux pays sont techniquement encore en guerre.

Israël a déjà commencé —grâce à un développement technologique plus avancé et à la complicité des compagnies pétrolières et gazières anglo-saxonnes— à développer les deux champs de Tamar et Dalit, dont les abondantes réserves ont fait s'envoler la Bourse de Tel-Aviv, exactement le même jour où le duo Netanyahu-Lieberman était frappé de répudiation mondiale à cause de sa piraterie meurtrière en eaux internationales contre un navire turc d'aide humanitaire destiné à Gaza (la plus grande prison à ciel ouvert du monde).

Les réserves découvertes dans les champs de Tamar et de Dalit sont colossales : 160 milliards de mètres cubes avec lesquels on peut satisfaire les besoins des Israéliens pendant deux décennies.

La compagnie pétrolière et gazière texane Noble Energy, qui fait partie du consortium chargé des explorations des gisements gazières de la partie soi-disant israélienne de la Méditerranée, a estimé que grâce à la découverte d'un troisième champ —dont le nom, d'intéressante portée sémantique, est Léviathan (de 450 milliards de mètres cubes, presque trois fois ce qui contiennent les gisements de Tamar et Dalit)— Israël pourrait devenir un riche exportateur vers l'Europe et l'Asie.

Pour le moment, Nabih Berri, président du Parlement libanais, et de surcroît, allié du Hezbollah, a condamné le fait qu'Israël soit en train de se transformer en "émirat pétrolier" grâce à du gaz qui ne lui appartient pas, en déniait le fait que ces champs s'étendent jusqu'aux eaux territoriales du Liban. Le Liban reproduira-t-il face à Israël les expériences tragiques que le Mexique vit aujourd'hui face aux États-Unis pour ce qui est des gisements "transfrontaliers" dont il est dépouillé par les compagnies pétrolières et gazières texanes grâce à la technologie cleptomane du siphonnage ?

Les fonctionnaires de l'Infrastructure nationale d'Israël affirment —tel que l'affirme également, comme on aurait pu s'y attendre, la compagnie texane Noble Energy ainsi que la compagnie norvégienne Petroleum Geo-Services— que les trois champs découverts se trouvent en “zone économique” israélienne. Quelle précision de la géographie divine !

*Al Manar* (4 juin 2010), le média du Hezbollah fustige “Israël [qui] est sur le point de légaliser le vol du gaz libanais” par un amendement législatif. Il cite la télévision israélienne rapportant que le gouvernement du duo Netanyahu-Lieberman “considère la découverte des champs de gaz naturel dans la Méditerranée comme une découverte israélienne sur laquelle personne (super sic !) n’a de droit”.

Nom d’un diable ! Qu’en est-il alors du droit international transfrontalier lorsque la technique du siphonnage de ce qui appartient à autrui est utilisée par les transnationales anglo-saxonnes dotées d’une meilleure technologie que celle des pays affectés, pour ne pas dire spoliés ?

Pire encore, selon la chaîne de télévision déjà citée, “le comité exécutif du gouvernement et la Knesset (Parlement) préparent une loi qui écarterait le droit des Libanais”. Au besoin, l’armée israélienne sera là pour appliquer de manière unilatérale la nouvelle loi de spoliation.

En dehors du légendaire saccage israélien des territoires occupés, sous tous ses aspects, avec ou sans “cartes géographiques” ou lois pour le justifier, la classe politique libanaise, à cause de ses querelles internes stériles sur l’identité de l’heureux exploitant et producteur de pétrole et de gaz, a laissé filer une précieuse décennie : un vide temporel et territorial qui a été exploité par Israël.

Au mois d’octobre dernier, la compagnie norvégienne Petroleum Geo-Services avait communiqué sur la forte probabilité qu’il existe de grands gisements aussi bien au Liban qu’à Chypre. À propos de ce dernier cas, il semblerait que les gisements seraient repartis entre les deux pays voisins. Que d’artifices souverains nous présente la géographie !

Pour le Liban, n’importe quel type de découverte pétrolière et gazière constituerait une bénédiction qui permettrait de réduire la formidable dette atteignant 52 milliards de dollars, l’une des plus importantes du monde proportionnellement (147 %) à son produit intérieur brut (PIB) de 33 milliards de dollars.

Cependant, il ne faut pas surestimer la dette libanaise, sans doute énorme, car elle est amortie par des dépôts bancaires colossaux allant jusqu’à 110 milliards, ce qui facilite sa gestion.

Quoi qu’il en soit, les nouvelles découvertes de pétrole et de gaz au Liban —souveraines ou partagées avec Israël ou avec Chypre— atteindraient le chiffre mirifique d’un milliard de milliard de dollars.

Osama Habib, du quotidien libanais en anglais *The Daily Star* (28 juin 2010), a affirmé que “la richesse du pétrole et du gaz du Liban représente une bénédiction mitigée qui génère en même temps de l’enthousiasme et de l’angoisse” (de par ses conséquences géopolitiques). Elle a révélé au grand jour la lutte primaire des politiciens libanais pour l’obtention de la meilleure part du gâteau dans la gestion des hydrocarbures.

Selon les experts, la production ne sera effective qu’après 15 ans d’exploration des eaux libanaises, mais le risque majeur vient de l’appétit insatiable d’Israël, qui serait capable, une

énième fois, d'entreprendre une nouvelle guerre afin de s'appropriier du gaz de Gaza et des hydrocarbures du Liban et de Chypre.

[Alfredo Jalife-Rahme](#)

Écrivain, spécialiste en affaires internationales. Auteur de plusieurs ouvrages sur les symptômes indésirables de la mondialisation. Il publie chaque semaine deux articles dans le quotidien mexicain *La Jornada* et une chronique dans l'hebdomadaire [ContraLinea](#).

[Les articles de cet auteur](#) 

Traduction [Marina Almeida](#)

## ***Liban: guerre civile ou déflagration régionale ?***

**par Mohamed El Bachir**

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=20537>



Suite à la guerre de 2006 au Liban dont le but de guerre israélien était le démantèlement du Hezbollah en tant que force militaire- But de guerre partagé par les puissances occidentales, l'Arabie Saoudite et l'Egypte- le Conseil de sécurité de l'ONU adopta, le 11 août 2006, la résolution 1701 qui instaure le cessez le feu. Evidemment comme dans toute résolution concernant le Moyen-Orient, dans un paragraphe, consacré à la question palestinienne, il est souligné « *qu'il importe et qu'il est nécessaire d'instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, sur la base de toutes ses résolutions pertinentes, y compris ses résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973 et 1515 (2003) du 19 novembre 2003.*» Enfin, dans cette résolution, le Conseil de Sécurité n'omet pas de rappeler l'« *Exclusion de toute force étrangère au Liban sans le consentement du Gouvernement libanais.*»(1)

Recommandation contenue explicitement dans la résolution 1559 du 2 septembre 2004 qui, à l'initiative de Paris et Washington, exige le départ des troupes syriennes et le désarmement des milices. L'assassinat du Premier Ministre libanais Rafic Hariri, le 14 février 2005, offrira un formidable levier pour la réalisation de la première partie de la recommandation puisque la Syrie fut considérée, avant toute enquête, comme le commanditaire de cet assassinat par la classe politique pro-occidentale libanaise, appuyée en cela par la France, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et l'Egypte. La pression internationale fut telle que le retrait s'est effectué trois mois après l'assassinat et en vingt trois jours (3 avril-26 avril 2005).

Quant au volet palestinien de la résolution 1701, il est ouvert le 27 novembre 2007 lors de la conférence d'Annapolis. Sous la tutelle du Président américain George Bush, le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Premier Ministre israélien Ehud Olmert s'engagèrent à «... *servir l'objectif de deux Etats - Israël et la Palestine - coexister dans la paix et la sécurité* » et " *à mettre fin au bain de sang, aux souffrances et aux décennies de conflit entre nos peuples ...* (2)». Une déclaration dont l'objet final n'était rien moins que l'avènement d'un Etat palestinien en 2008. (2)

On sait maintenant que ces accords connurent le même sort que ceux d'Oslo, au lendemain de la guerre du Golfe. En effet, les accords d'Oslo se conclurent par la deuxième Intifada, le quasi-emprisonnement de Y.Arafat et avec, comme point d'orgue, les opérations militaires israéliennes, « Rampart en Cisjordanie » et « Pluie d'été à Gaza » (2005-2006). Ceux d'Annapolis s'achevèrent par un crime contre l'humanité dans la bande de Gaza. (Opération « Plomb durci » (janvier 2009, rapport Goldstone (3).

Ce bref rappel est fort utile parce que les mêmes scénarios risquent de se reproduire dans la région dans les mois à venir.

Ainsi prend fin le deuxième mandat de Georges Bush, son successeur Barack Obama semble plus disposé envers le peuple palestinien. Il nomme Georges Mitchel comme envoyé spécial et somme Palestiniens et Israéliens d'entamer des négociations indirectes avec la condition « gel de la colonisation ». L'Etat d'Israël n'obtempère pas et continue sa politique de colonisation de la Cisjordanie et de judaïsation de Jérusalem-Est avec en prime un blocus de la bande de Gaza qui fait de celle-ci, une prison à ciel ouvert. Ce qui entraîne le deuxième échec de Georges Mitchel après celui de la « feuille de route 2005 » (4) et la fin des négociations indirectes. Le 31 juillet 2010, changement de braquet de la part de l'Administration américaine puisque Barack Obama ordonne à l'Autorité palestinienne d'entamer des négociations directes sans condition en précisant que tout refus pourrait nuire aux relations palestino-américaines. Sur ce, la Ligue Arabe emboîte le pas à l'administration américaine en précisant, tout de même, que les Palestiniens sont libres dans leur choix. Ce qui n'empêche pas le Président égyptien d'orchestrer un ballet diplomatique cairote entre le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, le Premier Ministre Netanyahu et le Président S.Pérez afin de préparer le « oui » palestinien. Ce remue ménage diplomatique n'aurait eu aucune signification politique particulière si dans le « ciel libanais » ne pointait pas un orage lourd et menaçant.

En effet, parallèlement à la pression américaine sur les Palestiniens, des rumeurs et des fuites bien orchestrées sur les auteurs de l'assassinat de Hariri polluent de nouveau l'espace politique libanais jusqu'au point de remettre à l'ordre du jour la question de la paix civile. Comme par le passé, l'agitation diplomatique autour de la question palestinienne sert, vis-à-vis des populations arabes, de cache sexe à la politique des dirigeants Saoudiens et Egyptiens et à leurs implications dans le dossier du désarmement du Hezbollah et du nucléaire iranien.

### **L'assassinat de Hariri : « Un tremblement de terre » pour un nouveau Moyen-Orient**

Pour reprendre l'expression utilisée par le dirigeant du Hezbollah, Hassan Nasrallah, l'assassinat du Premier Ministre Rafic Hariri est « *un tremblement de terre* » dont l'onde de choc ne cesse de secouer la terre libanaise. Là aussi, un retour dans le passé récent est utile pour mieux saisir les scénarios en cours de réalisation.

Faisant fi de l'avis de l'opposition animée principalement par le Hezbollah et le Courant patriotique de Michel Aoun qui demandait une enquête et le jugement des auteurs de l'assassinat sous la seule autorité du Gouvernement libanais, le Premier ministre libanais Fouad Séniora s'adressa, le 13 décembre 2005, au Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, pour la création d'un tribunal à caractère international. Ainsi est né le 30 mai 2007, le Tribunal Spécial pour le Liban (TSL, résolution 1757 du Conseil de Sécurité). Il est évident qu'une telle résolution légitime les ingérences extérieures, notamment américaines et françaises. (4) Car il faut garder à l'esprit que trois acteurs majeurs dans la région perturbent la stratégie israélo-américaine: la Syrie, le Hezbollah et l'Iran. Contrairement à ce qu'on pense, il n'y a pas d'inféodation du Hezbollah à la Syrie ou à l'Iran mais entre ces trois

acteurs régionaux, existe une convergence d'intérêts stratégiques où se mêlent souveraineté, intégrité territoriale, ambition de puissance régionale et nucléaire.

Enfin, les champs de confrontation et de luttes d'influence entre d'un côté, puissances occidentales, y compris Israël et leurs alliés arabes à majorité sunnite et de l'autre, la Syrie, le Hezbollah et l'Iran, sont multiples: Irak, Palestine, Yémen... Pour simplifier, les contradictions politiques et idéologiques qui minent la société libanaise sont le prolongement de celles qui secouent le Moyen-Orient.

### **1) Isoler la Syrie de l'Iran**

Comme rappelé précédemment, le retrait syrien du Liban fut immédiat. Mais la pression continue de s'exercer sur la Syrie pour d'une part, isoler la Syrie de l'Iran et d'autre part couper les liens politiques et militaires syriens avec la résistance libanaise et le Hamas.

Six mois après le retrait syrien du Liban, le 31 octobre 2005, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte le rapport de la Commission d'enquête internationale sur l'assassinat de Rafic Hariri, présidée par le magistrat allemand Detlev Mehlis. La Commission conclut qu' « *après avoir entendu des témoins et interrogé des suspects en République arabe syrienne et avoir établi que de nombreuses pistes désignent directement des agents des services de sécurité syriens comme étant directement impliqués dans l'assassinat, qu'il incombe à la Syrie de clarifier une part considérable des questions non résolues* ». (5) Pour Mehlis, il existe des "preuves concordantes"(5) d'une implication libano-syrienne. D'où l'emprisonnement, le 30 août 2005, de quatre généraux libanais, responsable du renseignement militaire. Reste à entreprendre les poursuites concernant les responsabilités syriennes au plus haut niveau. Entre temps, il a été prouvé que les généraux furent incriminés sur des faux témoignages. Aussi, quatre ans plus tard, le 29 avril 2009, le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a ordonné la libération des quatre généraux sans pour autant poursuivre en justice les faux témoins. La piste syrienne fut abandonnée. Ainsi prend fin la mission de Mehlis et le 11 janvier 2006, le Secrétaire Général des Nations unies nomme le belge Serge Brammertz à la tête de la Commission d'enquête internationale.

Reste maintenant à réaliser la seconde partie de la résolution : le désarmement du Hezbollah.

Objectif, une fois atteint, combiné à l'éloignement politique de la Syrie de l'Iran et à l'étranglement du Hamas servira doublement: clore le volet palestinien tel que le conçoivent Israélien et Américain et ouvrir le dossier du nucléaire iranien avec...L'option militaire ?

### **2) Les germes d'une guerre civile ou régionale ?**

Comme rappelé au début, la première tentative pour démanteler la résistance libanaise est dévolue, en juillet 2006, à l'armée israélienne. Une guerre qui fut un échec pour cette dernière. Au contraire, la résistance libanaise sort renforcée politiquement, au-delà de la rue libanaise, sans être affaiblie militairement pour autant. Mais ce n'est que partie remise.

En effet, sans abandonner l'action juridique du TSL, la C.I.A ainsi que d'autres organismes de renseignement américains financent des groupes politico-militaires anti-Hezbollah et encouragent l'infiltration de groupes armés sunnite et de prédicateurs salafistes avec l'aide de l'Arabie Saoudite.(7)

Sur ces points, les déclarations de Jeffrey D. Feltman, assistant de la secrétaire d'Etat américaine et responsable du bureau des affaires du Proche-Orient, et de Daniel Benjamin, coordinateur du bureau de lutte contre le terrorisme sont sans ambiguïtés : « Les Etats-Unis



continuent de prendre très au sérieux les menaces que le Hezbollah fait peser sur les Etats-Unis, le Liban, Israël et l'ensemble de la région.» (8) Mais le plus intéressant est la reconnaissance officielle de l'aide directe apportée par les Etats-Unis aux forces libanaises qui luttent contre le Hezbollah. « *Les Etats-Unis fournissent une assistance et un appui à tous ceux qui, au Liban, travaillent pour créer des alternatives à l'extrémisme et réduire l'influence du Hezbollah dans la jeunesse. (...) A travers l'USAID et la Middle East Partnership Initiative (MEPI), nous avons contribué depuis 2006 à hauteur de plus de 500 millions de dollars à cet effort... Depuis 2006, notre aide totale au Liban a dépassé le milliard de dollars...* » (8)

C'est dans ce programme que s'inscrivent les dizaines de cadres et techniciens libanais travaillant dans les télécommunications, arrêtés pour espionnage au service de l'Etat d'Israël.

Enfin, l'arme juridique que représente le TSL est également prête à être utilisée. Contrairement à Mehlis, l'actuel Président de la Commission d'enquête, le juge Serge Brammertz, a reconstruit la confiance avec Damas. Ce qui vaut d'ailleurs à cette dernière un satisfecit de la part de la Commission. De Puissance coupable, elle passe au rang de puissance coopérante. A ce propos, il faut souligner que de toutes les hypothèses émises sur le ou les commanditaires de l'assassinat, la Commission n'a jamais retenue la patte israélienne donc, exit la Syrie de la liste des coupables, le Hezbollah devient le principal suspect. C'est ce qu'affirmait, au lendemain de la victoire du Hezbollah dans sa confrontation avec l'armée israélienne, le journaliste Georges Malbrunot dans un texte publié dans le Figaro du 19 août 2006. Hypothèse qui de nouveau ressurgit dans l'hebdomadaire allemand Spiegel, en pleine période électorale législative libanaise, en 2008. Ce dernier affirme que « *ce ne sont pas les Syriens, mais les forces spéciales de l'organisation chiite qui ont planifié et exécuté l'attentat.*»

Enfin, récemment, dans un article publié le 19 juillet 2010, Malbrunot écrit qu' « une reconstitution de l'assassinat de l'ex premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005 à Beyrouth doit avoir lieu cet automne dans une base militaire au sud de Bordeaux, révèle au Figaro une source policière. » et il ajoute que « Le Hezbollah se retrouve dans la ligne de mire de la justice internationale.»(9)

(Lire également l'article du 21 juillet concernant la visite du commandant en chef des Forces de défense israéliennes Gabi Ashkenazi en France)

Allant dans le même sens, la presse israélienne enrichit les fuites en divulguant un nom : « il y a maintenant officiellement un nom derrière l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien Premier ministre libanais Rafik Al-Hariri en février 2005. Il s'agit d'un haut responsable du Hezbollah, Mustapha Badr A-Din, surnommé Elias Saab... » (10) et cite le dirigeant Hassan Nasrallah qui a affirmé dans une conférence de presse qu' avant son voyage à Washington en mai, Saad Hariri lui a dit que des membres indisciplinés du Hezbollah seraient désignés par l'acte d'accusation.»

Enfin, sous le titre « *Comment Assad s'est laissé convaincre par Abdallah de l'accompagner au Liban...* » Paru dans le journal libanais l'orient le jour, Scarlett Haddad souligne en s'appuyant sur une source libanaise proche de la Syrie « *que cet entretien a été très animé. Le roi Abdallah aurait demandé à son interlocuteur syrien de « faciliter la solution au Liban et avec les Palestiniens, sinon une nouvelle guerre pourrait éclater dans la région, et cette fois, elle pourrait bien ne pas épargner la Syrie* » (11).

Toutes ces rumeurs, fuites et faits apparaissent comme des échos aux propos tenus par un responsable de l'Administration américaine et par la Porte parole du TSL. Le premier conseille au Président syrien de bien écouter ce que lui dit le roi Abdallah, la seconde rappelle au Gouvernement libanais son devoir de collaborer avec le TSL, quel que soit le commanditaire de l'assassinat. Fondées ou non, toutes ses informations donnent une teneur particulière aux accusations israéliennes et américaines de livraison, par l'Iran et la Syrie, d'armements sophistiqués au Hezbollah et aux propos exprimés devant la Knesset par le commandant en chef des Forces de défense israéliennes Gabi Ashkenazi qui prédit que : « *avec beaucoup d'espoirs* », la situation se détériorerait au Liban en septembre.

Du côté du Hezbollah, tout en accusant l'Etat d'Israël d'être derrière l'assassinat de Rafic Hariri, son dirigeant Hassan Nasrallah déclare s'opposer à toute coopération avec le TSL si des membres de son organisation, « indisciplinés » ou non, sont inculpés.

Pour le moment, l'intégralité de la classe politique libanaise appuyée par le Président syrien Bachar Assad et le roi Saoudien Abdallah appellent à la sauvegarde de l'Unité Nationale et de la Paix civile. Néanmoins, cette unité politique semble très fragile à cause des profondes divergences politiques et idéologiques qui traversent la société libanaise accentuée par les pressions juridico-politiques extérieures. Ainsi, tous les ingrédients d'une guerre civile ou d'une déflagration régionale sont réunis, seul manque le détonateur, à savoir, la divulgation des noms et la qualité des accusés de l'assassinat de R.Hariri.

A moins que le Hezbollah se soumette au verdict de la Commission d'enquête de l'ONU pour éloigner le spectre de la guerre civile. Dans ce cas peu probable, il risque, d'une part, l'implosion et d'autre part, la pression intérieure et extérieure serait telle que le processus de désarmement se déclencherait inévitablement. Comme il est également peu probable que le Gouvernement libanais refuse de satisfaire le TSL pour sauvegarder l'Union nationale. Une telle position déboucherait sur une déflagration régionale.

Reste alors l'hypothèse que le Hezbollah appuyé par le Courant patriotique de Michel Aoun, pour ne pas être accusés de saboter l'Union nationale et considérant le TSL comme un instrument politique israélo-américain d'ingérence, déclenchent une guerre contre l'Etat d'Israël avant même l'annonce de la Commission d'enquête. En tout état de causes, il est peu probable que la question du désarmement du Hezbollah, la question palestinienne, l'occupation du Golan et le nucléaire iranien trouvent des réponses diplomatiques.

## Notes

(1) <http://blog.francetv.fr/Liban/index.php/2006/08/12/35248-liban-le-texte-de-la-resolution-1701>

(2) <http://www.un-echo-israel.net/la-declaration-israelo>

(3) [http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/12session/A-HRC-12-48\\_ADVANCE2\\_fr.pdf](http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/12session/A-HRC-12-48_ADVANCE2_fr.pdf)

(4) <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=303&type=analyse&lesujet=Initiatives%20de%20Paix>

(5) <http://www.legrandsoir.info/Amalek-et-l-Etat-d-Israel.html>

(6) <http://www.libanvision.com/mehlis.htm>

- (7) [http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/666658/La\\_polemique\\_sur\\_Hezb\\_al-Tahrir\\_devra\\_attendre\\_la\\_reunion\\_du\\_Conseil\\_des\\_ministres.html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/666658/La_polemique_sur_Hezb_al-Tahrir_devra_attendre_la_reunion_du_Conseil_des_ministres.html)
- (8) <http://blog.mondediplo.net/2010-06-30-500-millions-de-dollars-contre-le-Hezbollah>
- (9) <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2010/07/une-reconstitution-de-lassassi.html>
- (10) <http://www.israel7.com/2010/07/officiel-un-dirigeant-du-hezbollah-accuse-de-l-assassinat-d'al-hariri/>
- (11) [http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/666805/Comment\\_Assad\\_s'est\\_laisse\\_convaincre\\_par\\_Abdallah\\_de\\_l'accompagner\\_au\\_Liban\\_....html](http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/666805/Comment_Assad_s'est_laisse_convaincre_par_Abdallah_de_l'accompagner_au_Liban_....html)

*[Articles de Mohamed El Bachir publiés par Mondialisation.ca](#)*

---